



**CCI FRANCE  
MADAGASCAR**

# L'ÉCO

## de la semaine

---

**30 janvier 2021 - 5 février 2021**

Initiative « Alamino » : Vers une stratégie offensive pour reverdir le pays .....	3
Opération « Vary Tsinjo » : les couches vulnérables prioritées .....	3
Transports aériens – Air Madagascar se rapproche d’Ethiopian Airlines .....	4
Energie domestique : le déploiement du biogaz à l’étude .....	4
FIVMPAMA : « Les opérateurs ont besoin d’un apaisement politique », déclare le Président, Razafiarisoa Andrianavalomanana .....	5
Uniformisation du « kapoaka » - Rien de concret ! .....	5
Ambatovy : Reprise imminente de la production de nickel et de cobalt .....	6
Approvisionnement en eau: début de forage sur 46 sites à Antananarivo .....	6
Campagne de reboisement 2021 - 366 000 jeunes plants mis en terre en dix jours .....	7
Assainissement: une campagne de fiscalisation dans le secteur minier .....	7
Propriété industrielle : Bilan positif malgré la crise sanitaire .....	8
Energie fossile – Le gel des prix du carburant tarde à fondre .....	9
Analamanga : les randonnées, une activité touristique phare .....	9
Transports aériens – Procédures alourdies pour les avions légers .....	9
“Voka-bary by Fihariana”:15.765 tonnes de riz supplémentaires, produites .....	10
Entrepreneuriat sociale – La formation des défavorisées mise en avant .....	10
Projet Ambatovy - Reprise prévue ce mois-ci .....	10
FEC : Bouclage des négociations avec le FMI cette semaine .....	11
Commerce : des téléphones contrefaits détruits .....	11
Dettes publiques : Un taux d’endettement encore modéré pour Madagascar .....	12
Tourisme : la reprise des vols à partir d’avril, recommandée .....	12
Filière girofle : Exportation de la qualité grade 3 pour Madagascar .....	13
Rocade est-nord-est : l’indemnisation des Paps prend du retard .....	13
Loi de finances : Les conférences budgétaires régionales à Maintirano .....	13
Richard Randriamandranto : « Les négociations avec le FMI sont en bonne voie » .....	14
MVola Assure: première assurance mobile à Madagascar .....	15
Riz local : Le prix du kilo dépasse les 3 000 Ar .....	16
Coût, assurance, fret : les carburants constituent 20% d’importations .....	16
Tourisme – Les opérateurs touristiques dans le pétrin .....	17
Achat et exportation d’or: la BFM cherche d’autres partenaires .....	17
JIRAMA - Les hausses corrigées à la facture de février .....	18
Mesure de soutien aux salariés : certains revenus exonérés d’impôt .....	18
Consommation – Hausse sensible du prix des PPN .....	18
Rocade Nord-Est : Accélération du processus d’indemnisation des personnes impactées .....	19
Commerce - Le « Vary Tsinjo » dispatché à Toamasina .....	19
Riziculture et hausse du coût de la vie : le riz, une nécessité d’avoir une politique claire .....	20
Hausse des prix du riz : Quatre points de vente scellés .....	21
Banque – Des agences en format « conteneur » déployées .....	21
Projet Tanà-Masoandro : une voie rapide entre Andohatapenaka et Imerintsiatosika .....	21
Filière lait : Mise en place des stations de monte naturelle .....	22
Protection d’Atiala Atsinanana - Un revenu carbone à hauteur de 50 millions de dollars au profit de l’Etat..	22
Soalala : 10 000 plants mis en terre .....	22

# Initiative « Alamino » : Vers une stratégie offensive pour reverdir le pays

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 30 JANVIER 2021

« Alamino » ou Agora des Paysages des Forêts de Madagascar, vise à mobiliser l'intelligence collective.

Madagascar perd environ 400 000 ha de forêts par an. Face à ce fait, une quarantaine d'acteurs issus de différents secteurs, dont entre autres, les autorités publiques, les ONG, la société civile, le secteur privé, les experts ainsi que les partenaires techniques et financiers, se sont engagés pour passer d'une approche défensive à une stratégie offensive visant à reverdir le pays d'ici 2030. C'est ce qu'on a appris lors du lancement officiel de l'initiative « Alamino », ou Agora des Paysages et des Forêts de Madagascar, la semaine dernière, à Ambatobe. Celle-ci a été portée et coordonnée par le "think-and-do tank" malgache INDRI (Initiative pour le Développement et la Restauration écologique et l'Innovation), et ce, en partenariat avec l'ONG Fanamby et le Think-tank Democracy, spécialisé dans l'intelligence collective. L'objectif consiste à mobiliser l'intelligence collective et les énergies malgaches pour réussir le reverdissement national, restaurer les forêts et les paysages agricoles tout en luttant contre la pauvreté et les effets du changement climatique.

**Actions originales pour 2021.** Pour ce faire, ces multi-acteurs mènent des

réflexions sur des sujets-clés tout en entreprenant des actions communes visant à atteindre cet objectif. Ils ont, entre autres, identifié quatre thèmes de travail prioritaires pour cette année 2021, à savoir, la lutte contre les feux, le foncier et la planification territoriale, l'éducation et la sensibilisation ainsi que le reboisement. Au terme de cette séance d'intelligence collective, ces différents acteurs ont pu dégager des actions originales pour 2021 qui consistent à réduire les feux à Madagascar. Leurs propositions seront publiées prochainement. « Madagascar peut stopper la déforestation et convertir une grande partie de ses terres dégradées en forêts et paysages agricoles fertiles, permettant ainsi de lutter contre la pauvreté et le réchauffement climatique tout en protégeant la biodiversité », a déclaré Claude Fanohiza, le président de l'INDRI. **Inverser cette tendance.** Selon Vatosoa Rakotondrazafy, coordinatrice de l'Agora, Madagascar dispose de nombreux acteurs compétents investis dans la restauration des paysages. En outre, « il existe beaucoup d'initiatives et les bailleurs de fonds sont volontaires pour les soutenir. Pourtant, la couverture



Une quarantaine d'acteurs multidisciplinaires vont proposer des actions originales pour 2021, à l'issue de cette séance d'intelligence collective.

forestière n'arrête pas de disparaître. Il faut ainsi changer de méthode. C'est pour cette raison que nous avons créé l'initiative « Alamino » qui consiste à faciliter la coordination et la réflexion collective entre les acteurs pour aider à inverser cette tendance », a-t-elle enchaîné. Pour sa part, le ministre de l'Environnement et du Développement Durable, Baomiatse Vahinala Raharinirina, a salué cette initiative en encourageant les dialogues entre les différents acteurs multidisciplinaires pour pouvoir atteindre l'objectif commun, qu'est le reverdissement national.

## Opération « Vary Tsinjo » : les couches vulnérables prioritaires

RIANA R. | LES NOUVELLES | 30 JANVIER 2021

Le « vary Tsinjo » à 1.500 ariary le kilo est présent au niveau des détaillants des 2e, 4e et 6e arrondissements de la capitale depuis hier. L'opération dans la zone Grand Tana se poursuit ce jour.

L'opération « Vary Tsinjo » a été officiellement lancée, hier dans la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA). Avec la mobilisation de plusieurs entités, notamment la CUA, les autorités régionales d'Analamanga, les responsables des Tsena Mora et des fokontany ; les épiceries des 192 fokontany et les Tsena Mora des 2e, 4e et 6e arrondissements de la capitale ont été approvisionnés durant la journée du 29 janvier.

Pour le ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat (Mica), il s'agit d'un « choix de plus pour les consommateurs pour préserver le pouvoir d'achat ». Le « Vary tsinjo » à 1500 ariary le kilo est présent dans sept quartiers d'Antananarivo ville depuis hier, à savoir Isotry, Andohatapenaka, Manarintsoa, Antohomadinika, Soarano, Isoraka et Ambalavao Isotry. Selon les informations reçues du Mica, la distribution du « Vary Tsinjo » dans la zone Grand Tanà se poursuivra ce jour. Sa mise sur le marché dans les autres régions est en cours de préparation. Pour rappel, l'achat du riz « Vary Tsinjo » est limité à 5 kilos par ménage par semaine. Et ceux qui souhaitent en acheter doivent se munir du carnet de fokontany.

### Une deuxième vague d'importation attendue

Une partie des 7.000 tonnes de riz importées par l'Etat, arrivées au port de Toamasina le 24 janvier, a débarqué à Antananarivo le 26 janvier. Cette opération vise essentiellement à aider les ménages vulnérables à faire face à l'envolée du prix du riz sur le marché, constatée depuis décembre.



En effet, la State procurement of Madagascar (SPM) a annoncé l'importation de 32.000 tonnes de riz pour le mois de janvier afin de stabiliser le marché intérieur du riz. L'arrivée de la première vague d'importation a toutefois accusé un retard car les 7.000 tonnes de riz auraient dû arriver le 10 janvier, selon le calendrier initial établi par la SPM. L'arrivée de la seconde vague d'importation de 8.500 tonnes de riz n'est pas encore connue actuellement.

Sur le marché intérieur, le prix du riz local reste toujours élevé. Celui de certaines variétés comme le riz « Manalalondo » frôle déjà les 3.000 ariary le kilo actuellement. Il en est de même pour la variété « Makalioka ». Dans certains détaillants dans la ville d'Antananarivo, le prix du kilo de ces variétés reconnues pour leur qualité, atteint les 2.950 ariary, le prix du kapoka étant à 950 ariary.

# Transports aériens – Air Madagascar se rapproche d’Ethiopian Airlines

ERIC RANJALAHY | L’EXPRESS DE MADAGASCAR | 30 JANVIER 2021

*La compagnie Air Madagascar serait en contact avec Ethiopian Airlines pour un partenariat. Une tentative salutaire pour sauver la compagnie nationale.*

Rappel des faits. En marge d’une réunion de l’Union africaine à Addis-Abeba où il représentait le pays, Rivo Rakotovoao a eu des contacts de haut niveau avec le staff dirigeant d’Ethiopian Airlines. Au centre des pourparlers, l’éventualité d’un partenariat entre la géante africaine et Air Madagascar. Mais son initiative a été jugée inappropriée, sinon déplacée par les membres du Conseil d’administration d’Air Madagascar qui ont préféré privilégier la poursuite du chronogramme du partenariat stratégique avec Air Austral. Rivo Rakotovoao, à sa descente d’avion, a été aussitôt recadré.

Mais des mois plus tard, Air Austral et Air Madagascar ont fini par rompre un accord boiteux, dès son décollage, qui n’a profité ni à l’une, encore moins à l’autre. Plusieurs points délictueux des clauses convenues et conclues entre les deux parties n’ont pas été respectés. Au lieu de s’accuser mutuellement de mauvaise foi, un divorce à l’amiable a été trouvé comme terrain d’entente ou de mésentente. Une sorte d’aire de dégagement comme on dit dans le milieu.

D’autant qu’Air Madagascar, en plein zone de turbulence, a été frappée par la foudre du Tribunal de commerce de Paris. Le verdict sur un nébuleux conflit lié à la fausse-vraie vente-location de



Il faudra un gros budget pour relancer Air Madagascar.

deux carcasses d’Airbus, de véritables poubelles volantes, budgétivores à l’entretien et gros consommateurs de kérosène, a condamné Air Madagascar à payer 100 millions d’euros à titre de dommages et intérêts au profit d’Air France. Le plomb dans l’aile de trop qui a poussé le directeur général Besoa Razafimaharo, pourtant un enfant de la maison, à s’éjecter via le hublot. Il a démissionné avant qu’une décision du conseil des ministres ne scelle son sort.

## Piste éthiopienne

Siège aussi éjectable qu’il soit fait, semble-t-il, l’objet de nombreuses convoitises parmi ceux et celles qui gravitent autour de la présidence de la République. Mais son successeur ne serait connu qu’au mois d’avril, suivant un module de recrutement façonné par un cabinet d’audit et de conseil. À part les tâches quotidiennes d’un directeur général de son rang, l’heureux élu ou l’heureuse élue – le dernier mot

appartient au conseil des ministres, l’État étant l’actionnaire majoritaire chez Air Madagascar – aura surtout à piloter le Business plan. Joël Randriamandranto, ministre des Transports, de la météorologie et du tourisme, à la réouverture de l’aéroport de Nosy-Be aux vols internationaux, le 1er octobre, a affirmé que le contenu de ce mémorandum de sauvetage serait connu dans quinze jours. Mais aujourd’hui, lui-même ignore de quoi il retourne.

Et voilà que la piste de réflexion éthiopienne serait de nouveau envisagée pour sauver ce qui peut encore l’être de l’ancien porte-étendard de l’économie nationale, fierté de tout un peuple. Beaucoup parmi les spécialistes de l’aéronautique civile ont insisté pour trouver un « gros requin du ciel » pour prendre Air Madagascar sous ses ailes. Du gabarit d’Ethiopian Airlines. Avec les risques réels d’une phagocytose irréversible. Mais pour consoler les irréductibles nationalistes, disons que mêmes les grosses peintures européennes et américaines s’allient avec des puissants groupes multinationaux pour survivre. Alors, si le salut d’Air Madagascar repasserait par Addis-Abeba, Rivo Rakotovoao mériterait une reconnaissance. Pour l’ensemble de ses œuvres.

# Energie domestique : le déploiement du biogaz à l’étude

RIANA R. | LES NOUVELLES | 30 JANVIER 2021

Le déploiement du biogaz à la place du charbon et du bois de chauffe à travers le recyclage des déchets organiques humains, fait actuellement l’objet d’un projet.

L’ONG Adventist development and relief agency (Adra), a présenté, hier à Ankorondrano, les résultats de « Recovery of waste in developing countries, le projet de récupération de déchets. Le biogaz produit à partir des déchets humains pourrait être une alternative viable en termes d’énergie domestique, pour les couches vulnérables à Madagascar, a fait savoir l’ONG Adra, car 75% des matériaux utilisés sont produits localement.

Le coût du système est estimé à 180.000 ariary incluant l’aspirateur à gaz, le réchaud et la tuyauterie, d’après la présentation faite par les



responsables au niveau de l’Adra. Cette ONG a déjà fait l’expérience dans une cantine scolaire à Ampanihy.

Pour la ministre de l’Eau, de l’assainissement et de l’hygiène Voahary Rakotovelomanantsoa, « Cette

alternative peut être une solution à la forte dégradation de l’environnement et donc au problème d’eau en raison de l’épuisement des nappes phréatiques. Elle contribue également à une meilleure gestion de l’assainissement ».

# FIVMPAMA : « Les opérateurs ont besoin d'un apaisement politique », déclare le Président, Razafiarisoa Andrianaivalomanana

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 30 JANVIER 2021

Tous les opérateurs sont unanimes face à la situation politique actuelle. « Nous avons besoin d'un apaisement politique et non pas d'une déstabilisation du pays. En effet, personne n'en tirera profit. Au contraire, les secteurs économiques qui ont été fortement touchés par les impacts de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, seront de nouveau menacés. Les opérateurs ne s'immiscent pas dans les affaires politiques quels que soient les protagonistes. En revanche, l'État doit avoir l'humilité d'être à l'écoute des doléances de la population et du secteur privé face à la hausse du coût de la vie ». Le président du FIVMPAMA (Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy), Razafiarison Andrianaivalomanana, l'a déclaré lors de la présentation officielle de la plateforme digitale commerciale de ce groupement du patronat malagasy hier au Pic Vert à Ambatobe.

**Reprise des dialogues.** Parlant de la hausse de l'inflation à Madagascar, il a également soulevé qu'à part l'augmentation excessive des prix des produits de première nécessité pour la vie quotidienne de la population malgache, ceux des matières premières utilisées par les opérateurs

économiques nationaux ont également suivi ce rythme ascendant. Ce qui va engendrer un problème de compétitivité des industries locales face à l'envahissement des produits importés. « La reprise des dialogues permanents entre le Président de la République ou le Premier ministre, d'une part, et le secteur privé, de l'autre, s'avère ainsi importante face à cette situation, dans le but de trouver ensemble et de commun accord des solutions. Il s'agit notamment des solutions permettant de résorber aussi bien les problèmes sociaux mais aussi les problèmes économiques à Madagascar. C'est d'ailleurs un moyen efficace permettant de contribuer au développement socio-économique du pays, l'objectif commun de toutes les parties prenantes », a-t-il enchaîné.

**Plateforme digitale.** En revenant sur les impacts de la crise sanitaire dans le pays, « Plus de 40% des membres du FIVMPAMA étaient en cessation d'activité l'an dernier. Il est à noter que notre groupement compte environ 5.000 membres éparpillés dans tout Madagascar. Par ailleurs, une trentaine d'entreprises n'ont pas pu reprendre leurs activités, jusqu'à présent. Face à cet état de fait, nous avons l'obligation



« Outre la hausse des prix des PPN, ceux des matières premières utilisées par les industries locales ont aussi suivi ce rythme ascendant », a annoncé le président du FIVMPAMA, Razafiarison Andrianaivalomanana.

de soutenir nos membres, outre les efforts entrepris par l'Etat. Raison pour laquelle, nous avons mis en place une plateforme digitale commerciale dédiée aux membres du FIVMPAMA. Il s'agit d'un outil permettant d'appuyer les entreprises membres du groupement à la recherche de débouchés ou des partenaires ou bien de fournisseurs. Ainsi, les producteurs et les consommateurs seront mis en relation directement. Ce qui permettra d'éliminer le nombre des intermédiaires tout en évitant la hausse incessante des prix des produits mis en vente sur les marchés », a exprimé le président de ce groupement du patronat malagasy.

## Uniformisation du « kapoaka » - Rien de concret !

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 30 JANVIER 2021

Encore au stade embryonnaire. Le public attend la suite de la déclaration du ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA), Lantsoa Rakotomalala, il y a deux semaines, concernant l'uniformisation du « kapoaka ». En effet, beaucoup se demandent actuellement où en est la mise en œuvre du projet. Mais jusqu'à ce jour, celui-ci reste un effet d'annonce. Les travaux n'ont pas encore commencé de manière concrète. Tiana Rabarison, président de l'association des protecteurs des droits des consommateurs (FIMZOMPAM) a, d'ailleurs, souligné que la démarche sera encore de longue haleine. « L'ajout du «kapoaka» parmi les métrologies légales est une proposition émanant de notre association. Toutefois, il faut encore patienter pour que ce projet voie le jour. Et même la définition de la norme à suivre prendra du temps. La première étape consiste à mettre en place un comité technique représentant les commerçants, les consommateurs,



le ministère ainsi que les techniciens du Bureau des normes de Madagascar. Cela dure au minimum trois mois voire plus à cause de la lenteur de l'administration publique. En plus, ce projet s'accompagne de la modernisation des cadres réglementaires. On attend aussi que la loi soit votée pour pouvoir être appliquée », explique-t-il.

Au cours de ces derniers jours, des rumeurs ont circulé que le « kapoaka

manara-penitra » ou « aux normes » sera produit à Tamatave. Cependant, Irina Ramalanjaona, directrice de la Communication auprès du MICA a démenti cette information. « Nous ne sommes pas encore arrivés au stade de la publication des avis d'appel d'offres. Et ce ne sera pas non plus pour bientôt », souligne-t-elle, contactée au téléphone.

Malgré la bonne volonté du ministère, l'annonce dudit projet a créé une polémique puisqu'elle tombe en pleine hausse de prix du riz. La priorité du Gouvernement était au cœur du débat public. Néanmoins, Andrianirina Njara Rarivojaona, directeur général du commerce, a mis les points sur le « i ». « Ce projet n'a rien à avoir avec la hausse de prix du riz. Il s'agit d'un programme à part inscrit dans le volet des instruments de mesure. Quoi qu'il en soit, cette initiative va de pair avec la protection des consommateurs contre les fraudes réalisées par les commerçants », déclare-t-il.

# Ambatovy : Reprise imminente de la production de nickel et de cobalt

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 30 JANVIER 2021

*La reprise attendue de la production d'Ambatovy couplée avec la redynamisation des autres industries permettra de retrouver graduellement un dynamisme au niveau de ce secteur secondaire.*

Imminente. Ambatovy prépare actuellement la reprise de production de nickel et de cobalt. Le retour progressif vers les activités normales se fera dans les plus brefs délais, annonce-t-on de source informée.

## Beaucoup de dégâts

On rappelle que les activités d'extraction de Moramanga et de transformation de Toamasina ont été suspendues temporairement depuis le mois d'avril 2020 à cause de la pandémie de Covid-19. Une suspension qui a provoqué le rapatriement de la majorité des cadres de la compagnie mais aussi l'arrêt de travail des milliers d'employés directs et indirects générés par cette plus grande compagnie minière de Madagascar. Une suspension qui a provoqué beaucoup de dégâts à l'économie malgache quand on sait par exemple que le nickel et le cobalt représentent 30% des recettes d'exportation du pays. D'ailleurs, la dépréciation de l'ariary trouve en partie son origine dans la perte de rentrées de devises provoquée par cette suspension.

## Secteur secondaire

Cette crise de l'industrie minière n'est qu'une partie des difficultés rencontrées par le secteur secondaire à Madagascar. Selon le rapport définissant les conditions générales de la situation économique et financière 2021 - 2023 le secteur secondaire cumule les retombées négatives de la pandémie. « La majorité des branches constitutives de ce secteur ont souffert de difficultés d'approvisionnement en matières premières, d'écoulement de leurs produits, de ralentissement voire de suspension d'activités, de mise en chômage technique ou même de licenciement massif. Les estimations font état d'une contraction des activités de l'ordre de -19.6% au titre de l'année 2020, contre une prévision de 1.3% dans la LFR. En effet, après ré-estimation des pertes engendrées par l'interruption des activités connexes, telles que le transport et les exportations, et des restrictions techniques liées au retour en confinement, la chute est vertigineuse à l'image de la décroissance de -53.2% dans l'industrie extractive ».

## Chute vertigineuse

Selon toujours ce rapport, « pour l'année 2020, la branche industrie extractive a fait face à la suspension des activités d'Ambatovy qui est la plus grande société minière du pays . Cette situation a entraîné une chute vertigineuse de la production minière, soit une décroissance de -53.2% ». En somme, la reprise attendue des activités d'Ambatovy est considérée comme une bouffée d'oxygène pour le secteur secondaire. « La reprise attendue de la production de cette société couplée avec la redynamisation des autres industries



Photo : La Vérité

permettra de retrouver graduellement un dynamisme au niveau de ce secteur et d'atteindre ainsi une croissance de 26.5% en 2021. La baisse de la demande au niveau mondial a contribué à la baisse de la production de l'industrie textile. Les mesures prises, telles que la fermeture des frontières et le confinement, en sont les causes. Cette situation devrait se résorber progressivement en 2021 avec l'atténuation des effets de la maladie et par la suite des mesures de restrictions techniques. L'essor des exportations notamment des zones franches est également attendu, la croissance passant ainsi d'un taux négatif de -5.1% dans la LFR 2020, à une croissance de -6.6% dans la réalisation révisée de 2020 et à 5.5% dans la LFI 2021. difficultés rencontrées au niveau des industries alimentaires, de la boisson et du tabac ont obligé certaines entreprises œuvrant dans ces filières à procéder à la fermeture de leurs usines de production ». Par ailleurs, « en 2021, sans atteindre le niveau d'avant-crise, un rebond partiel au niveau des industries est estimé, soit une prévision de croissance de 10.6%. Cette perspective sera tirée par la reprise graduelle dans l'industrie extractive et l'industrie textile, en cohérence avec les perspectives de croissance économique mondiale prévue à 5.2% par le FMI pour l'année 2021 ».

Pour en revenir à cette reprise d'Ambatovy, elle a été annoncée en juillet 2020 par Sumitomo Corporation, son premier actionnaire, avec une prévision de production de 3.000 tonnes de nickel sur les trois premiers mois. Cette reprise bénéficie, par ailleurs, de l'appui de l'ambassadeur du Japon qui s'est entretenu à plusieurs reprises avec les autorités malgaches dont le ministre des Mines et des ressources stratégiques, Fidiniavo Ravokatra .

# Approvisionnement en eau: début de forage sur 46 sites à Antananarivo

RIANA R. | LES NOUVELLES | 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2021

Après l'annonce de la construction de forage d'eau dans la capitale en conseil des ministres, Voahary Rakotovelomanantsoa, ministre de l'Eau, de l'assainissement et de l'hygiène, a fait savoir le début des travaux sur 46 sites identifiés dans la capitale, à partir de cette semaine. Cela fait suite aux études géophysiques réalisées par un institut spécialisé en la matière. «Ces 46 unités de forage seront installées dans les zones de la capitale

qui rencontrent un problème récurrent en approvisionnement. Il est évident qu'il s'agit d'une solution d'urgence en attendant les projets à moyen et à long termes qui permettront de satisfaire les besoins en eau à Antananarivo, entre autres la construction de station d'eau et la rénovation du réseau d'approvisionnement qui seront réalisées avec la Jirama», a-t-elle avancé. La ministre a réitéré que l'eau produite à partir de ces sites de forage est

«non potable. Elle est essentiellement destinée à des activités domestiques». Pour rappel, l'eau approvisionnée par la Jirama à Antananarivo enregistre un gap journalier de 100.000 m3. La compagnie d'eau et d'électricité ne peut fournir que 200.000 m3 sur une demande en eau de 300.000 m3 par jour. De plus, la vétusté des infrastructures entraîne une importante baisse du rendement d'eau dans la capitale qui n'est que de 60%.

# Campagne de reboisement 2021 - 366 000 jeunes plants mis en terre en dix jours

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2021

Un bon départ. La campagne de reboisement de l'année 2021 a été lancée officiellement à Taolagnaro, le 21 janvier dernier, par le Président de la République Andry Rajoelina, sous le thème: « Izay mamboly hazo tia tanindrazana, izay mandoro ala mandoro tanindrazana ».

Dix jours après ce lancement, près de 366 510 jeunes plants, soit l'équivalent de 230 hectares, ont déjà été mis en terre autant par des acteurs du secteur public que du privé, dans les quatre coins du pays. En effet, reverdir Madagascar ne repose pas seulement sur les épaules des autorités mais de chaque citoyen. Vu l'état critique de l'environnement du pays, chacun se doit d'apporter sa contribution pour avoir le maximum d'impacts. Toutefois, le chemin est encore loin, sachant que le ministère de l'Environnement et du Développement durable a fixé comme objectif une surface de 75 000 ha à reboiser pour cette année.

Il faut savoir que ce reboisement est loin de suffire vu que la Grande île perd au minimum près de 100 000 ha de ses forêts chaque année. En plus du reboisement, les actions de lutte contre le feu et la dégradation des ressources forestières doivent être renforcées. « La lutte contre la pauvreté figure parmi



les priorités du ministère aujourd'hui. A ce jour effectivement, c'est la pauvreté qui pousse les communautés résidant à proximité des réserves naturelles à exploiter illicitement ces ressources. Et nous mettons tout en œuvre pour inverser cette situation à travers l'amélioration de la gestion des aires protégées pour que les populations bénéficient des avantages de la préservation et l'exploitation durable des ressources, ou encore la mise à disposition des diverses activités génératrices de revenus. D'autre part, nous appliquons encore la politique « tolérance zéro » pour tout acte nuisant à nos ressources naturelles », soutient Vahinala Baomiavotse Raharinirina,

ministre de l'Environnement et du Développement durable.

**Utile et de proximité.** Cette campagne se diffère également des autres de part sa vocation. Ce reboisement se veut être utile et de proximité. Chaque arbre planté dans chaque Région a ainsi un objectif spécifique. Il a été choisi pour répondre aux besoins des populations environnantes. Chaque communauté sera ensuite initiée à l'exploitation durable de ces ressources, notamment les arbres à l'origine des huiles essentielles ou encore les arbres fruitiers. Cependant, pour arriver à cet objectif, les suivis du reboisement seront accentués pour les prochains mois.

## Assainissement: une campagne de fiscalisation dans le secteur minier

RIANA R. | LES NOUVELLES | 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2021

*Alors que le nombre de nouvelles activités d'exploitation minière s'est fortement accru durant la crise sanitaire, l'administration fiscale compte assainir ce secteur à travers une campagne de formalisation de la situation fiscale des exploitants miniers.*

L'administration fiscale, à travers la direction des impôts, compte mener une campagne de formalisation de la situation fiscale dans le secteur minier à partir de ce mois, en collaboration avec le Syndicat des opérateurs miniers à Madagascar (Synpromine-Mad). Cela fait suite à une rencontre avec les membres de ce syndicat la semaine passée.

L'approche auprès des exploitants miniers sera la même que celle utilisée dans le cadre de la campagne «Anjara hetrako», menée durant le dernier trimestre de l'année 2020. Les procédures d'adhésion seront simplifiées. L'exploitant minier devrait se munir d'une carte nationale d'identité et d'un certificat de résidence pour régulariser sa situation fiscale.

Le réseau du Synpromine-Mad au niveau national permettra ainsi à l'administration fiscale de se rapprocher des exploitants miniers qui exercent



toujours dans le secteur informel. Le syndicat est constitué de 70 branches au niveau des 6 provinces et 50 coordonnateurs dans les 22 régions. Partie du constat que les exploitations minières ont connu une importante croissance durant la crise sanitaire, la direction des impôts compte formaliser ces activités à travers cette nouvelle campagne.

**Elargissement de l'assiette fiscale**  
Faut-il rappeler que l'un des grands chantiers de l'administration actuelle

porte sur l'assainissement du secteur informel avec comme principal objectif d'élargir l'assiette fiscale. La collaboration signée avec des femmes entrepreneurs rurales dans l'agroalimentaire, le 22 janvier, a précédé ce nouveau partenariat avec le syndicat des opérateurs miniers.

D'après le dernier rapport de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (Eiti), le secteur informel extractif emploierait entre 100.000 et 500.000 personnes dans le secteur informel (orpaillage, pierres précieuses). Par ailleurs, 8% des 2,2 millions d'Unités de production individuelles (UPI) identifiées par l'Institut national de la statistique (Instat) à Madagascar - 99% étant informelles - appartiennent à la branche extractive minière. Les mêmes études publiées par l'Eiti Madagascar montrent que la plupart des tentatives d'organisation de ces mineurs en associations locales ont échoué.

# Propriété industrielle : Bilan positif malgré la crise sanitaire

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2021

*Certifié ISO 9001-2015 depuis septembre 2019, l'Office Malgache de la Propriété Industrielle (OMAPI) figure parmi les organismes publics les plus performants à Madagascar.*

Efficace. En dépit du contexte difficile né de la situation de crise sanitaire en 2020 la continuité de l'administration de la propriété industrielle a été assurée pleinement par l'OMAPI. L'efficacité de la stratégie de bonne gouvernance adoptée dans ce domaine, en l'occurrence l'optimisation de la démarche qualité que l'OMAPI continue de poursuivre après sa certification en ISO 9001 est pour beaucoup dans ce succès de cet organisme dirigé actuellement par une femme.

## Plan de contingence

Un bilan 2020 plutôt positif qui se traduit notamment par un nombre record de documents traités. En matière de titres de propriété industrielle, l'OMAPI a traité en 2020, 3139 demandes. Dont entre autres, 27 brevets d'invention, 1977 marques, 972 renouvellements de marque, 220 dessins et modèles, 25 noms commerciaux... Sur ces demandes, au total 3044 ont fait l'objet d'une délivrance de titre de propriété industrielle. L'élaboration d'un plan de contingence a été notamment à l'origine de cette efficacité. Bien qu'établi en raison de la pandémie de Covid-19, ce plan de contingence est devenu un document dynamique qui sera actualisé et adaptée à toute situation exceptionnelle qui pourrait avoir un impact sur l'accomplissement des missions de l'OMAPI, et permet de s'assurer une proactivité de l'office et la continuité de ses missions. En tout cas, l'OMAPI a déployé ses efforts dans l'atteinte des objectifs qui ont été fixés pour l'année 2020, en dépit des circonstances. Alignées au plan d'émergence de Madagascar, essentiellement aux priorités du ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat qui assure sa tutelle technique, les activités entreprises et les réalisations de l'OMAPI ont une nouvelle fois démontré le rôle important de la propriété industrielle dans l'industrialisation et la croissance économique de notre pays.

## Réunions virtuelles

L'OMAPI a par ailleurs tiré profit de l'émergence des réunions virtuelles imposées par la pandémie. Il a ainsi pu participer à divers échanges et autres

événements qui ont été organisés sous forme virtuelle, et a par la même occasion optimisé ses ressources matérielles pour ce faire. Dans le cadre du renforcement des capacités de son personnel, par exemple, l'office a pu participer à des cours de formation sur les marques organisés en ligne à partir du siège de l'OMPIC à Casablanca, Maroc du 6 au 10 juillet 2020. Un webinaire sous le thème « Système de Management de la PI : Création et mise en place d'une structure institutionnelle de management de la PI ; Management d'une structure de valorisation/de transfert de technologie », a également été organisé le 27 octobre 2020. Il y a aussi eu le « Training cours on patent examination », organisé en ligne du 1er au 11 décembre 2020. Avant le confinement en mars 2020, l'OMAPI a notamment organisé une réunion préparatoire relative à la mise en œuvre de la démarche de labellisation (18 mars 2020), et a participé à la publication de la 4<sup>ème</sup> édition du baromètre de l'industrialisation de Madagascar. Après le confinement, l'office a eu notamment à son actif, la mise en place de la plateforme en ligne EDBM-OMAP, et la formation sur les propriétés industrielles, la promotion et le développement du Centre d'Appui à la Technologie et à l'Innovation (CATI) à l'endroit de l'institut supérieur de la Technologie d'Antsiranana. A cela s'ajoutent la première réunion de la zone de libre échange continentale africaine (Zlecaf), du groupe de travail technique sur les droits de propriété intellectuelle (20 novembre 2020) ; la journée de l'industrialisation en Afrique (21 Novembre 2020)... Sur le plan international, l'année 2020 a été notamment marquée par la visite au mois de février de Hichem Boutabba, expert régional de l'Organisation Mondiale de la Propriété Industrielle (OMPI) dans le cadre de la numérisation de la collection documentaire de l'OMAPI. Ou encore la participation à la 61<sup>ème</sup> série de réunions des assemblées des Etats membres de l'OMPI du 21 au 25 septembre 2020. Ainsi qu'à de nombreux événements d'envergure régionale et internationale.



Lalaina Priscilla Andrianarivo, nouveau DG de l'OMAPI.

## Zanaka an-trano

L'année 2020 aura également été pour l'OMAPI, marquée par le départ de l'ancien Directeur Général Christian Claude Ravoaraharison. L'homme qui a grandement contribué à l'essor de cet organisme est en effet parti aux Etats-Unis pour des raisons familiales et professionnelles. Ce qui n'empêche pour autant pas la maison OMAPI d'être bien gardée sous la direction d'une nouvelle dirigeante. Nommée Directrice Générale de l'OMAPI en juillet 2020, Lalaina Priscilla Andrianarivo est en fait une « zanaka an-trano » de l'OMAPI pour y avoir débuté sa carrière professionnelle en 2006. Diplômée d'un Master in Business Administration (MBA) de l'INSCAE, elle a en effet débuté au sein de l'OMAPI en tant qu'assistante administrative et financière. Depuis, elle a gravi tous les échelons en occupant respectivement les postes de responsable administratif et financier, directeur administratif et financier, directeur de l'administration de la propriété industrielle. La démarche qualité n'a pas de secret pour la nouvelle DG qui a grandement contribué au processus de certification ISO 9001 - 2015. A 36 ans, Lalaina Priscilla Andrianarivo est le plus jeune Directeur Général de l'histoire de l'OMAPI. La force de la jeunesse.



## Energie fossile – Le gel des prix du carburant tarde à fondre

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 2 FÉVRIER 2021

*Alors que les prix du carburant n'ont pas changé depuis juin 2019. Soit dix-huit mois d'inhibition statique qui suscite plus d'interrogations que de satisfecit.*

Un authentique exploit à insérer dans le « Guinness book » des records. Madagascar est le seul pays au monde qui ait pu maintenir les prix du carburant au même niveau pendant une année et demie maintenant. Pour un marché d'une volatilité extrême, un attentat à l'autre bout du monde peut influencer, sinon affoler, les cours du baril, cette tangente malgache passe pour être une exception à la règle, à l'échelle planétaire.

Ceux affichés aujourd'hui sont en vigueur depuis le mois de juin 2019, après d'âpres surenchères et marchandages, entre le président de la République, Andry Rajoelina, et les représentants des pétroliers. Les modifications mensuelles, à la hausse ou à la baisse, du temps du régime HVM, ont été effacées des tablettes des variations de prix.

En contrepartie de « leur franche collaboration » avec l'État, les pétroliers, au sens large de leur appellation, ont eu droit à 172 milliards d'ariary de « dividendes », sous forme de dettes. Car, ils auraient pu donc augmenter ces prix, à un moment ou à un autre, durant cette longue période de statu quo.

Mais au début de la crise sanitaire, un an déjà, où toutes les activités économiques mondiales ont été



Les sociétés pétrolières de distribution prévoient de créer de nombreuses stations-services cette année.

prises entre parenthèses, le brut était cédé à 5 dollars le baril et le West Texas Intermediate, WTI, l'équivalent américain du Brent de la Mer du nord, était sur le point d'être bradé, c'était autant d'occasions manquées de revoir ces prix.

### Coûts

Bien sûr, il existe l'autre paramètre essentiel sur le long du différentiel des coûts de revient qu'est la parité de l'ariary vis-à-vis du dollar. Toujours en faveur du billet vert américain. Ou encore les taxes et redevances, tout aussi importantes. Mais les automobilistes ont toujours remarqué que l'augmentation des prix est souvent si prompte à être appliquée. Alors que les minorations, si minimes soient-elles, prennent des mois pour être effectives. Des questions se posent alors. D'abord, l'État, au regard des textes régissant la

privatisation, devait-il encore interférer dans la fixation de ces prix. À travers l'Office malgache des hydrocarbures, OMH, ses missions sont circonscrites dans la régulation et le contrôle des marchés.

Ensuite, les pétroliers méritent-ils leurs indemnités aussi colossales pour empêcher la spirale inflationniste à partir des prix à la pompe, pouvant étrangler davantage le pouvoir d'achat déjà au bord de l'asphyxie du plus grand nombre de la masse des consommateurs.

Enfin, les sociétés pétrolières de distribution, s'estimant être toujours lésées par ces « prix arrangés », ont-elles raison de se plaindre? Elles prévoient de construire et d'ouvrir de nombreuses stations-services cette année. Une preuve irréfutable que le marché offre une marge de progression digne d'intérêt, et qu'elles ont assez de fonds propres pour y investir avec ardeur et enthousiasme. D'autant qu'entre elles, aucune forme de concurrence n'est acceptée. Elles ont signé un pacte tacite de non-agression. Ici, exit « la variété des prix ».

Il reste à connaître la perception des bailleurs de fonds sur cette nouvelle endémicité malgache, un phénomène trop rare pour passer inaperçu.

## Analamanga : les randonnées, une activité touristique phare

RIANA R. | LES NOUVELLES | 2 FÉVRIER 2021

L'Office régional du tourisme d'Analamanga (Ortana) lance cette année la deuxième édition de l'Ultra trek des collines sacrées (UTCS) du 19 au 21 novembre. Cette initiative commune de l'Ortana et du ministère des Transports, du tourisme et de la météorologie (MTTM) a pour objectif de mettre en avant le tourisme national face au contexte difficile lié au Covid-19.

Il s'agit d'un nouveau produit touristique faisant partie de la stratégie marketing de promotion de la destination Madagascar. Car force est de constater que la randonnée

est l'une des activités touristiques phares dans la région Analamanga. Elle attire de plus en plus de touristes aussi bien nationaux qu'internationaux.

L'UTCS fait suite aux travaux de balisage entrepris par le MTTM dans la région Analamanga depuis 2019. Ce système permet à tout amateur de randonnée de parcourir les circuits des collines sacrées avec ou sans guide. Durant la première édition de l'UTCS en novembre 2020, 60 coureurs ont participé au trek dans les catégories junior, senior, master 1, 2 et 3 confondues, à travers les paysages d'Analamanga.

## Transports aériens – Procédures alourdies pour les avions légers

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 2 FÉVRIER 2021

Une mauvaise surprise. Autant pour les usagers, des nantis de la société, que les employés des avions-taxis. Depuis le 28 janvier, de nouvelles mesures plus astreignantes leur sont imposées par les autorités. Des dispositions plus strictes après l'envoi illicite ou « autorisé par inadvertance », décidées par les autorités aéroportuaires, échaudées par cette « mésaventure »

rocambolique et invraisemblable. Désormais, les embarquements se font à la terminale B de l'aéroport d'Ivato, et non plus sur le tarmac « privé en bout de piste ». Avec des salons VIP. Les fouilles systématiques et les contrôles judicieux font perdre beaucoup de temps aux passagers qui paient au prix fort ces privilèges de pouvoir prendre un avion pour soi.

Ensuite, ils doivent parcourir au moins un kilomètre pour s'engouffrer dans leur coucou. Le même parcours de combattant pour les pilotes, et le personnel technique des sociétés agréées de location d'avion. Au nombre de 450. Des désagréments pouvant dissuader les clients potentiels. Des victimes collatérales de la lutte contre les trafics en tout genre.

## “Voka-bary by Fihariana”: 15.765 tonnes de riz supplémentaires, produites

ARH. | LES NOUVELLES | 2 FÉVRIER 2021

« *Voka-bary by Fihariana* » fait ses preuves. Ce fruit de la collaboration entre le programme national d'entrepreneuriat Fihariana et le ministère en charge de l'Agriculture (Maep) est développé au courant de l'année 2020 pour soutenir les riziculteurs de Madagascar. Résultat : 15.765 tonnes de riz supplémentaires ont été produites grâce à l'accompagnement financier.

Le programme national d'entrepreneuriat Fihariana et le ministère en charge de l'Agriculture ont développé l'an passé l'initiative «Voka-bary» pour soutenir les riziculteurs de Madagascar.

Et «Voka-bary by Fihariana» a produit 15.765 tonnes de riz supplémentaires grâce à l'accompagnement financier, soit 6,54% de production de plus en un premier trimestre d'opérationnalisation. «Voka-bary», c'est aussi plus de 7,758 milliards d'ariary de montant engagé pour accompagner les entrepreneurs-riziculteurs, créant ainsi plus de 49.000 emplois. 3.269 entrepreneurs ruraux ont effectivement bénéficié de l'offre en 2020.

Le projet fournit notamment des financements à taux bonifié aux demandeurs. Le business plan des bénéficiaires devrait, en principe, comporter des rubriques sur l'acquisition et l'achat de matériel ou d'intrants. Jusqu'à ce jour, les régions Analamanga et Alaotra-Mangoro ont

pu profiter des appuis du projet. Par ailleurs, la réception des dossiers de ceux qui souhaitent jouir de «Voka-bary» a commencé pour les régions Sava et Atsimo Andrefana. Ces derniers devront toutefois patienter avant de recevoir les financements.

### Le rendement moyen a doublé

Grâce à ce produit, le rendement moyen de production rizicole a doublé, passant de 3,25 tonnes à l'hectare lors de la saison culturale 2019-2020 à 7 t/ha lors de la dernière saison.

D'après Lalaina Fehizoro Radaoroarinoro, riziculteur d'Andriatsibibiarivony, à 79 km d'Antananarivo : « Avec mon mari, nous avons obtenu 1,3 million d'ariary de financement de Voka-bary by Fihariana et des semences pour lancer notre activité de riziculture pour cette saison. Nous pouvons financer le repiquage du riz en employant 30 femmes et 7 hommes pour faire le travail de la terre avec les charrues des bœufs ».

Louise Rafaramalala, Ambandrika



Ambatondrazaka, elle, a pu doubler son rendement. « Pour un hectare de rizière, nous avons obtenu en moyenne 50 sacs de paddy. Mais grâce à l'application des techniques de riziculture intensive et l'appui du technicien de Fihariana, nous obtenons désormais 110 sacs avec la même superficie », a-t-elle confié.

A travers «Voka-bary», Fihariana réaffirme son engagement à accompagner le secteur de l'agriculture, tout particulièrement la filière riz, une denrée au cœur de l'alimentation des Malagasy.

## Entrepreneuriat sociale – La formation des défavorisées mise en avant

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 2 FÉVRIER 2021

Apporter du changement positif. C'est la vision qu'ont adoptée certains étudiants de l'Institut National des Sciences Comptable et Administration d'Entreprise (INSCAE) en se lançant dans un projet d'entrepreneuriat social dans les quartiers populaires de la capitale.

« Ayant comme ambition d'aider les gens à être indépendants et entrepreneurs. Nous avons fait appel à l'expertise du Centre national de l'artisanat malgache pour former une quinzaine de personnes provenant de familles défavorisées afin d'arriver à ce que ces dernières puissent être en mesure d'assurer une activité génératrice de revenus à leurs descendants.

Notamment dans la fabrication d'articles artisanaux à base de raphia » explique Tynnah Andrianarisoa.

L'entrepreneuriat social consiste à créer des entreprises qui poursuivent une mission, qui consacrent une partie ou même la totalité de leurs revenus au soutien d'une cause, et qui fournissent à leurs clients une raison légitime d'acheter chaque produit ou service. « L'impact humain de votre entreprise sociale assure sa capacité à stimuler le changement social de façon constructive, en améliorant le niveau de vie et en contribuant au développement d'une communauté de façon durable » conclut Tynnah Andrianarisoa.

## Projet Ambatovy - Reprise prévue ce mois-ci

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 2 FÉVRIER 2021

Imminente. La reprise de l'activité du projet Ambatovy est prévue en ce mois de février. Selon les informations reçues, les 850 expatriés qui ont été rapatriés dans leur pays d'origine sont déjà arrivés dans la Grande Ile. Dans la Région d'Atsinanana, les employés remettent les machines en marche. Ceux qui ont été envoyés au chômage technique ont déjà rejoint leur poste même si certains d'entre eux ne touchent que la moitié de leur salaire. Dans leur siège à Ankorondrano, les personnels sont au grand complet en attendant impatiemment le retour à la normale de leurs activités.



A noter qu'une partie des machines à Moramanga et Tamatave ont tourné à vide afin d'éviter la destruction des matériels durant le confinement. Pour

rappel, l'actionnaire japonais Sumitomo table sur une production de 3 000 tonnes pendant le premier semestre de cette année. Un chiffre record puisqu'en 2019, l'entreprise n'a produit que 1 450 tonnes de nickel. Il est indéniable que le projet Ambatovy joue un rôle important dans l'économie de Madagascar. Il représente le tiers des recettes fiscales du pays et emploie 10 000 personnes dans toute l'île. Les opérateurs dans le domaine ont de l'espoir face à la hausse du cours du nickel sur le marché boursier et la production de voitures électriques.

## FEC : Bouclage des négociations avec le FMI cette semaine

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 2 FÉVRIER 2021

*La confiance du Fonds Monétaire International (FMI) vis-à-vis de Madagascar reste intacte et les autorités malgaches continuent à faire preuve d'une bonne capacité de négociation pour les financements du développement.*

Intenses. Les négociations se poursuivent entre les techniciens du Fonds Monétaire International et la partie malgache. On rappelle que la mission du FMI aux fins de la négociation d'un accord pour l'obtention de la Facilité Élargie de Crédit (FEC) a débuté sous forme de vidéoconférence depuis le 18 janvier dernier. Et ce, par une réunion d'introduction présidée par le ministre de l'Économie et des Finances, Randriamandranto et avec la participation de Charalambos Tsangarides, Chef de mission du FMI Pour Madagascar.

En bonne voie. Depuis cette date, les techniciens du MEF et de la Banque Centrale, ainsi que d'autres départements ministériels ne chôment pas et multiplient les réunions techniques impliquant notamment les douanes, les impôts, les dépenses publiques, les recettes publiques, les dettes publiques, les changes... Les dossiers sensibles comme ceux de la Jirama et d'Air Madagascar ont été également discutés durant ces réunions. Cette mission de négociation prendra fin vendredi prochain. Hier, les deux parties ont poursuivi les discussions sur le cadrage macroéconomique et sur le mémorandum de politiques économiques et financières. Un protocole d'accord technique est par

ailleurs en préparation. D'après nos informations, ces négociations sont en bonne voie et aboutiront probablement par la signature d'un accord pour le financement d'un nouveau programme soutenu par la Facilité Élargie de Crédit. Un nouvel accord qui ouvrira la voie aux financements d'autres partenaires techniques et financiers. Sur ce point justement, l'on apprend que le niveau de la dette est encore soutenable à Madagascar. Ce qui veut dire que le risque de surendettement extérieur reste encore modéré. Permettant ainsi à la Grande Île de continuer à emprunter pour financer les projets pour la réalisation des objectifs du Plan Emergence pour Madagascar. Pour en revenir au calendrier de négociations, une fois les différentes réunions bouclées, le dossier Madagascar sera examiné par le Conseil d'Administration qui approuvera le financement dans les semaines qui viennent.

Confiance. On rappelle que le précédent appui financier du FMI au titre de la FEC remonte en 2016 pour un montant de 304,7 millions de dollars sur 3 ans. En avril 2020, le Conseil d'administration du FMI décaisse au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) de 165,99 millions de dollars pour aider le pays à répondre à ses besoins urgents de balance des paiements résultant du déclenchement



Les relations ont toujours été bonnes entre Madagascar et le FMI représentés respectivement sur cette photo par le ministre de l'Économie et des Finances, Richard Randriamandranto et le Chef de mission du FMI pour Madagascar Charalambos Tsangarides.

de la pandémie de COVID-19. Un décaissement supplémentaire de 171,9 millions de dollars, toujours au titre de la Facilité de Crédit Rapide a été également obtenu en juillet 2019. Il s'agit du deuxième décaissement d'urgence depuis le début de la pandémie et qui contribue à financer les besoins urgents de balance des paiements et du budget. Ces financements prouvent, en tout cas, la confiance du FMI à l'endroit du gouvernement malgache. Ce dernier, à travers le ministère de l'Économie et des Finances fait en tout cas preuve d'une bonne capacité de négociation avec les partenaires techniques et financiers. Une belle perspective pour la relance économique.

## Commerce : des téléphones contrefaits détruits

RIANA R. | LES NOUVELLES | 2 FÉVRIER 2021

L'Autorité de régulation des technologies de communication (Artec) vient de mettre la main sur 63 téléphones contrefaits dans un magasin situé à Antananarivo. Les agents du Service de la surveillance et de la lutte contre la contrebande de la douane ont détruit les appareils le 27 janvier, en présence des agents de l'Artec ainsi que du représentant du revendeur concerné.

L'importation de téléphones sans International mobile equipment identity (Imei) ou avec un Imei non valide est interdite à Madagascar, suivant un décret interministériel sorti en janvier 2018. Selon l'Artec, « Les faux téléphones ne respectent pas le niveau de radiation maximale autorisé supporté pour l'homme, ainsi ils peuvent entraîner des effets indésirables sur ceux qui les utilisent ». Le code Imei permet également de tracer le téléphone. La localisation du détenteur du téléphone se fait donc automatiquement en cas de vol ou d'autres infractions.

Toutefois, le contrôle des téléphones contrefaits sur le marché reste encore un important défi pour l'Artec. 30% des téléphones utilisés sur tout le territoire national ne respectent pas les normes exigées, selon la même entité. « Bien que les missions de sensibilisation et de contrôles soient effectuées



depuis 2019, il a été constaté que des mobiles contrefaits sont encore présents sur le marché jusqu'à présent », précise-t-elle. Dans le monde, près d'un téléphone portable sur cinq vendus est un faux, révèle une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le commerce des biens de contrefaçon.

## Dettes publiques : Un taux d'endettement encore modéré pour Madagascar

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 3 FÉVRIER 2021

*Les financements des projets de développement à travers les accords avec les bailleurs de fonds s'avèrent nécessaires, surtout pour un pays comme Madagascar dont le risque de surendettement est encore modéré*

Les négociations entre les autorités malgaches et les techniciens du Fonds Monétaire International battent actuellement leur plein. Aux dernières nouvelles, on apprend que les pourparlers aboutiront probablement à un accord pour un nouveau programme appuyé par une Facilité Elargie de Crédit (FEC).

**Robinet.** En somme, les pluies de dollars et d'euros vont encore tomber pour financer les programmes de développement. Faut-il en effet rappeler que c'est encore et toujours un programme avec le FMI qui ouvre quasi-automatiquement le robinet des autres bailleurs de fonds. Sur ce point justement, et malgré les polémiques qui l'entourent, la question de la dette publique de Madagascar n'est, pour le moment pas, sujet à inquiétude. Les dernières statistiques disponibles attestent que le taux d'endettement de Madagascar est encore modéré. En fin février 2020, l'encours de la dette publique totale de Madagascar se chiffre à 4772,4 millions de dollars. Ce qui représente 35,2% du produit intérieur brut. Ce qui place Madagascar parmi les meilleurs rangs africains



Antaninarenina s'active pour boucler le processus d'obtention d'une nouvelle Facilité Elargie de Crédit.

en Afrique subsaharienne. En effet, selon les statistiques du FMI, les pays africains dont le taux d'endettement est le plus élevé sont, entre autres, le Soudan (207% du PIB), la Mozambique (108,8%), l'Angola (95%), la Zambie (91,6%), l'Egypte (84,9%), la Mauritanie (78,5%).

**Capacité d'emprunter.** Des taux d'endettement élevés qui n'empêchent pour autant pas les autorités de ces pays de continuer à emprunter. Le Sénégal de Macky Sall, par exemple, est passé d'un taux d'endettement de 42% il y a quelques années à 63% avant la crise sanitaire. Et malgré une mise en garde du Fonds Monétaire International,

Dakar mise sur un taux d'endettement de 70%. Et quand on sait que le Sénégal figure parmi les pays les plus stables en Afrique, cela démontre à quel point les financements extérieurs comptent pour le développement. En tout cas, avec ce taux d'endettement de 35,2%, Madagascar a encore une marge de manœuvre. Sur ce point, le ministre de l'Economie et des Finances, Richard Randriamandrato, a d'ailleurs déclaré que Madagascar peut et doit encore emprunter. « Nous avons encore la capacité d'emprunter beaucoup plus afin de financer les projets de développement, afin d'atteindre les objectifs pour un Madagascar émergent », a déclaré le Grand argentier, celui qui, depuis son mandat à la tête de ce département clé de l'économie, qu'est le ministère de l'Economie et des Finances, s'est démarqué par la réussite des recherches de financements extérieurs. Et la décision favorable que fera le Conseil d'Administration du FMI à l'issue des négociations sera encore une preuve supplémentaire de l'efficacité du gouvernement dans la gestion de nos relations avec les partenaires techniques et financiers.

## Tourisme : la reprise des vols à partir d'avril, recommandée

RIANA R. | LES NOUVELLES | 3 FÉVRIER 2021

*Depuis presque un an déjà, l'industrie du tourisme traverse une crise sans précédente. Les acteurs du secteur lancent à nouveau un appel de détresse à l'Etat et souhaitent la reprise des vols en avril.*

Les professionnels du tourisme se sont adressés à nouveau aux autorités. Un appel au soutien à ce secteur qui continue de subir durement les impacts de l'épidémie de Covid-19, est ainsi lancé à l'autorité de tutelle.

Dans un communiqué conjoint publié mardi, le Groupement des entreprises de Madagascar (Gem) et la Fédération des hôteliers et restaurateurs (Fhorm), se tournent à nouveau vers l'Etat. En vue de reprendre les activités, les opérateurs touristiques recommandent l'ouverture du tourisme à l'international en juin et au marché régional dès le mois d'avril. 2021 ne sera par encore une année de relance pour le secteur du tourisme, d'après les membres du secteur privé.

« Les études internationales montrent que le retour à la normale du transport aérien ne se déroulera que courant 2023. Plusieurs facteurs permettent aujourd'hui de comprendre que 2021 sera encore une année à moins de 25% de revenus et 2022 à moins de 50% »,

indique le communiqué conjoint du Gem et de la Fhorm. L'appel à l'ouverture des frontières à partir du mois d'avril serait alors un moyen pour les opérateurs de tenir jusqu'à une reprise possible du tourisme au niveau mondial à partir de mi-2022, selon les explications apportées.

**2.132 milliards d'ariary de perte en 2020.** Le secteur du tourisme à Madagascar a perdu près de 2.132 milliards d'ariary de revenus durant l'année 2020. L'industrie du voyage et du tourisme a enregistré une perte de 90% d'activités la même année. Et, 90% des salariés dans ces secteurs sont au chômage technique ou ont été licenciés. Face à une telle situation, les opérateurs réitèrent que les mesures d'atténuation dont a bénéficié le secteur dès avril 2020 restent insuffisantes, car « L'absence de visibilité sur un délai de reprise des voyages pénalise toutes perspectives de projection ».

D'autres appels à soutien au secteur



sont également lancés, notamment la création d'une fiscalité spécifique du secteur Tourisme-hôtellerie et restauration (THR) et l'amélioration de la gouvernance du foncier pour sécuriser les investissements, la consolidation du dialogue public-privé en 2021-2022 et 2023, la prise en charge des arriérés de factures de la Jirama d'avril à novembre 2020, la prise en charge des charges sociales 2020, une subvention attribuée à l'Office national du tourisme pour promouvoir la destination et la création d'un corridor de tourisme d'affaires.

## Filière girofle : Exportation de la qualité grade 3 pour Madagascar

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 3 FÉVRIER 2021

*En nette régression, tant en quantité qu'en qualité. La production de girofle de Madagascar l'est, et ce, faute de service d'accompagnement des acteurs opérant dans cette filière porteuse.*

En effet, le pays exporte notamment des girofles de qualité grade 3 alors que le Zanzibar et les Comores parviennent à expédier des produits de grade 1 sur le marché international. Pour cette campagne d'exportation 2020-2021, le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, a délivré des agréments aux 95 exportateurs classifiés en deux catégories, à savoir catégorie industrielle pour 40 entreprises et catégorie artisanale pour 55 autres sociétés. De son côté, le groupement des exportateurs de girofle et d'autres épices de Madagascar, connu sous le sigle de GEGM, a fait savoir que cette nette régression de la production de girofle est due principalement aux aléas climatiques survenus depuis le début de l'année 2020 ainsi qu'au cycle de l'arbre.

**Image ternie.** Et parlant de la qualité grade 3 exportée par la Grande île, Sesy Soja, le coordonnateur national du projet CASEF (Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière), a fait savoir que le non-respect des critères



La reconstitution de la base productive de girofle est en cours pour pouvoir exporter la qualité grade 1.

exigés sur le marché international constitue la principale raison. « On peut citer, entre autres, l'éclat de couleur des clous de girofle et le taux d'humidité de ce produit de rente. Il se pourrait également que l'on dispose d'une infime quantité de production de qualité grade 1, ne permettant pas au pays d'être compétitif à l'exportation », d'après toujours ses explications. Mais ce n'est pas tout ! « L'image de Madagascar sur le plan international est ternie en raison de l'exportation des essences de girofles contenant une adultération des produits comme les

résidus d'huile moteur. En conséquence, les importateurs se tournent vers les autres pays producteurs concurrents dont, entre autres, le Sri-Lanka », a-t-il enchaîné.

**Base productive.** Face à cet état de fait, le projet CASEF apporte son appui à cette filière en commençant par la reconstitution de la base productive de girofle dans le but de redorer l'image de Madagascar à l'échelle internationale. En outre, « nous allons soutenir tous les acteurs de cette chaîne de valeur, allant des producteurs jusqu'aux exportateurs, en réorganisant la filière. Les accompagnements portent également sur la diffusion des informations utiles pour les producteurs, les collecteurs et les contrôleurs au niveau local ou à la frontière. Le développement et la capitalisation des relations commerciales entre les producteurs et les opérateurs ne sont pas en reste, sans oublier la promotion de l'interprofession inter-régionale pour les épices », a évoqué Sesy Soja, le coordonnateur national du projet.

## Rocade est-nord-est : l'indemnisation des Paps prend du retard

RIANA R. | LES NOUVELLES | 3 FÉVRIER 2021

Alors que la construction de la nouvelle rocade est-nord-est devrait arriver à son terme vers le mois de juin, plus de 87% des travaux sont achevés, le processus d'indemnisation des propriétaires de terrains et rizières, expropriés, pose encore problème aujourd'hui.

D'après les informations reçues auprès du ministère de l'Aménagement du territoire et des travaux publics (MATP), seules 27% des parcelles concernées avec des dossiers complets, sont indemnisées. Les indemnisations de constructions, de cultures, d'occupants, de locataires et de pertes d'activités sont terminées à 97%.

Le principal problème réside actuellement sur la préparation des dossiers nécessaires pour bénéficier de l'indemnisation. La majorité des propriétaires de terrains et rizières n'ont pas en effet achevé la régularisation de leur titre de propriété auparavant. Or entretemps, des transactions, décès, morcellements ou partages entre héritiers ont eu lieu, rendant complexe la démarche de régularisation, avec la nécessité de plusieurs pièces administratives.

Le MATP prévoit de régulariser la situation des Personnes affectées par le projet (Paps) avant que la route ne soit opérationnelle.

## Loi de finances : Les conférences budgétaires régionales à Maintirano

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 3 FÉVRIER 2021

La transparence et le souci de participation citoyenne sont toujours de mise dans l'élaboration de la loi de finances. Dans cette optique, le ministère de l'Economie et des finances, à travers la Direction générale des Finances et des affaires générales (DGFAG), organisera du 8 au 18 février 2021, les conférences budgétaires régionales. Cette année, le lancement officiel de ces conférences se déroulera à Maintirano, dans la région Melaky.

A noter que ces conférences vont cadrer avec la validation prochaine du Plan Emergence de Madagascar. Un plan qui nécessitera probablement une loi de finances rectificative adaptée. « Ces

conférences régionales visent ainsi à collecter des propositions de doléances des régions en vue de la préparation de ce budget rectificatif. Il s'agit aussi de recenser toutes les suggestions et propositions relatives à la préparation de la loi de finances initiale 2022 » selon un communiqué de la DGFAG.

Les différents participants, à savoir les autorités locales, les collectivités territoriales décentralisées, les organisations de la société civile et le secteur privé seront par ailleurs informés des réalisations, plus précisément des programmes d'investissement public (PIP) mis en place au sein de leur région au cours de l'année 2020 à l'issue de

la dernière conférence régionale. Les grandes orientations de l'Etat pour 2022 ; le processus d'élaboration de la loi de finances rectificative 2021 et initiale 2022 seront également évoqués durant ces conférences. Dans ce contexte de lutte contre la pandémie de Covid-19, les canevas seront complétés en ligne via un portail internet créé à cet effet. La mise en ligne du portail et le début du remplissage sont effectifs depuis le 1er février 2021 et prennent fin le 25 février 2021. Cette initiative permettra, en plus d'améliorer le traitement des informations, de faciliter la transmission des données.

# Richard Randriamandranto : « Les négociations avec le FMI sont en bonne voie »

RIANA R. | LES NOUVELLES | 3 FÉVRIER 2021

*Dernière ligne droite pour les négociations sur un programme de réforme soutenu par une Facilité élargie de crédit (Fec), avec le Fonds monétaire international (FMI). Pour Richard Randriamandranto, ministre de l'Economie et des finances, les négociations sont en bonne voie, malgré quelques divergences à éclaircir. Interview.*

**Les négociations par visioconférence entre les techniciens du FMI et la partie malagasy devraient se terminer le 5 février, à l'issue desquelles Madagascar adressera sa lettre d'intention au conseil d'administration du FMI. Où en sont les choses actuellement ?**

Les discussions se déroulent dans de bonnes conditions, dans un climat de confiance réciproque, en dépit de la crise sanitaire qui nous a plombés en 2020. Nous sommes actuellement dans la phase de préparation d'un programme de réforme soutenu avec le FMI. Ce dernier est le gardien de l'orthodoxie financière et monétaire. Il est clair que nous devons travailler avec cette institution et avec la banque mondiale, son institution sœur.

**Quels seront les principaux enjeux ?**

Grâce à ce programme de trois ans qui est une clé qui ouvre d'autres portes, nous pourrions poursuivre les coopérations bilatérales et multilatérales avec les Partenaires techniques et financiers (PTF), qui touchent plusieurs domaines de développement. Sans ce programme, on aura ainsi du mal à mobiliser des financements internationaux. A propos du financement, la quote-part de Madagascar au niveau du FMI est de 224 millions de DTS. Je pense que ceci est déjà acquis. Mais nous devons avoir l'ambition pour obtenir plus. Les négociations battent leur plein. Il y a des points de divergence, mais les discussions sont saines qui renforcent la prise de responsabilité au sein du gouvernement et de chaque ministère, dont celui de l'Economie et des finances.

**Quels sont les principaux points de divergence ?**

- A propos du taux de croissance économique par exemple. La prévision de 2020 a été négative. Pour 2021, nous sommes plus ou moins d'accord pour parler d'une croissance de 4,2%. Mais dès l'année prochaine, nous devons faire très attention car l'ambition du président de la République est de faire de ce pays un pays émergent. Nous devons parvenir à une croissance économique soutenue, mais réaliste. Le FMI pense que nous allons atteindre une croissance de 3,2%.

**Et l'Etat malagasy...**

On peut faire mieux. L'Etat malagasy affiche même ses ambitions pour 2022 et 2023. D'ailleurs, le président de la République ambitionne même d'atteindre 8% de croissance. Quant aux conditions, nous y travaillons et nous avons déjà mis les bases économiques permettant d'aller dans ce sens. Mais, nous continuons à négocier avec le FMI pour que le niveau de croissance soit crédible et nous permette en même temps de rassurer les investisseurs privés en particulier. Car dans une politique de relance économique, l'Etat prend le lead, mais au final, c'est le secteur privé qui doit continuer à investir. Espérons que l'on pourrait atteindre un niveau d'investissement de l'ordre de 30% du PIB.

**Qu'entendez-vous par un niveau de croissance crédible ?**

C'est la conjoncture qui l'impose. Vu le contexte de reconfinement en Europe, en Amérique, voire même en Asie, les prévisions du FMI pour les pays à faibles revenus sont à un niveau moindre. Et pourtant, lorsqu'on regarde les prévisions pour l'Inde, selon toujours les projections du FMI, ce pays sera



à 11,5% de croissance cette année, la Chine à 8,1%, les USA à 5%. Et les pays en développement à faibles revenus pourront atteindre jusqu'à 5,20% en 2021 et 5,5% en 2022. Donc, il n'y a pas de raison de rester modeste par rapport à ce qui peut arriver cette année et l'année prochaine. A ce propos, tout est encore à discuter, mais il n'y a pas de mal à être ambitieux. Il faut du moins rester réaliste. Sans doute, c'est la crédibilité de nos projections dont il est question.

**Concrètement, sur quoi portera ce programme de réforme avec le FMI ?**

Plusieurs réformes sont en perspective. A moyen terme, nous devons conforter le recouvrement des recettes fiscales même si en 2020, le Covid-19 nous a handicapés, avec 10% de taux de pression fiscale. Dans la loi de finances 2021, nous envisageons d'atteindre 10,9%. Ce qui est encore très bas par rapport à la moyenne en Afrique. Au départ, on a visé jusqu'à 11,1% de ratio recettes fiscales nettes par rapport au PIB. Mais à cause de la crise sanitaire, beaucoup reste à améliorer avant d'atteindre 10,9%. Sur ce point, plusieurs programmes seront menés avec le FMI, entre autres, l'incitation des contribuables à payer à temps les impôts, la campagne de sensibilisation au civisme fiscal « Anjara Hetrako ». Très prochainement, l'e-bilan sera lancé qui porte sur la déclaration en ligne pour limiter les déplacements.

**Qu'en est-il des dettes ?**

Nous allons également travailler ensemble pour mieux gérer la dette. A ce propos, Madagascar reste un pays à risque modéré. Nous devons améliorer cette classification pour pouvoir mobiliser plus de financements internationaux. Ce point est important pour réaliser la vision du président de la République. Car en étant un pays à risque modéré, Madagascar est certainement beaucoup plus suivi par le FMI en matière d'endettement extérieur. Toutefois, ce n'est pas un problème majeur. Tout est question de consensus sur nos capacités à trouver plus de financement. Et nous avons besoin de plus de 6 à 7 milliards de dollars pour aller dans le sens de la vision du président de la République.

Nous allons aussi améliorer le Marché interbancaire des devises (Mid) car jusqu'ici, tout s'est fait de manière trop libérale. Il faudrait fixer des seuils pour que le rapatriement de devises se fasse à temps. En outre, il faut qu'il y ait une fourchette raisonnable pour la session des devises sur le Mid. Il s'agit de

réforme à entamer dès cette année. Il y en a d'autres dans d'autres domaines, entre autres au niveau de la douane. L'effort mené actuellement se concentre en effet sur l'amélioration de la gestion des finances publiques, tant au niveau des recettes que des dépenses.

### **La réforme se conjugue aussi avec la transparence...**

Le côté transparence est également à améliorer dans la gestion efficace des fonds publics. Concernant la lutte contre le Covid-19, nous avons déjà publié les informations sur l'utilisation de ces fonds. Nous allons maintenant entamer une deuxième phase, notamment la publication, dans le courant de ce premier trimestre, en plus de données relatives à la gestion, en l'occurrence les contrats avec les fournisseurs, l'identité des bénéficiaires... Sur cette lancée, nous sommes sur la bonne trajectoire dans le cadre du CPIA, un indice permettant de mesurer l'effort déployé par chaque gouvernement en matière de transparence et de gestion budgétaire, dans un esprit de bonne gouvernance.

### **Certes, les problèmes de la Jirama et d'Air Madagascar font partie des sujets épineux dans ces négociations...**

Ces deux dossiers nécessitent une dextérité diplomatique et intellectuelle. Car sur le plan technique, nous savons tous que les plans de redressement d'Air Madagascar et de la Jirama sont à prendre avec des pincettes. Pour Air Madagascar, un plan est en cours avec des recommandations qui doivent être affinées et que le gouvernement doit s'approprier. L'acquisition de nouveaux aéronefs pour Air Madagascar est à l'étude. Toujours est-il que le contexte difficile en ce moment appelle à la prudence.

Il en est de même pour la Jirama. Le plan de redressement doit être le plus réaliste possible. Nous savons que l'Etat continue à subventionner cette société. Le président de la République lui-même tient à ce que les tarifs de l'électricité ne connaissent

pas une hausse, cette année du moins, pour éviter de plomber les entreprises et les particuliers.

### **Madagascar a obtenu la Facilité de crédit rapide (FCR) venant du FMI pour répondre à ses besoins urgents de balance de paiement en 2020. Quel est son impact sur le niveau actuel de l'ariary ?**

Si nous n'avons pas obtenu ce financement, la parité de devises serait catastrophique à l'heure actuelle. La tendance actuelle montre une légère amélioration de l'ariary par rapport à l'euro. Pour le dollar, le niveau est constant depuis quelques mois. Pour dire que sans cette aide et les efforts de la banque centrale, nous aurons certainement atteint les 5.000 ariary l'euro à l'heure actuelle, voire même plus. Mais ce n'est pas le cas. La banque centrale est beaucoup intervenue sur le marché. Et nous avons pu atténuer la dégringolade de l'ariary face aux devises étrangères.

Ceci étant, si le rapatriement de devises s'est fait normalement dans toutes filières confondues, l'ariary se serait beaucoup amélioré par rapport à l'euro. Malheureusement, c'est une contre-performance pour nous. Toutefois, le ministère de l'Economie et des finances a déployé des efforts considérables pour encourager les exportateurs à rapatrier dans les 30 jours les devises issues de leurs activités. Et, il n'y a pas de raison de ne pas les rapatrier à Madagascar, en vue de les vendre sur le Mid. Nous y travaillons avec la banque centrale et cela se fait à petit pas.

### **Dernière question, la pompe qui ne reflète toujours pas la vérité des prix en ce moment, cela va durer encore longtemps ?**

Il existe toujours un décalage avec l'achat du carburant par les pétroliers suivant un cycle bien défini. Nous sommes toujours dans cette période où l'ajustement se fera progressivement sous l'égide de l'OMH au niveau du ministère de l'Energie.

## **MVola Assure: première assurance mobile à Madagascar**

ARH. | LES NOUVELLES | 3 FÉVRIER 2021

MVola lance, avec Saham, la première assurance mobile à Madagascar : une assurance scolaire baptisée « MVola Assure ». Les deux partenaires offrent ainsi aux parents la possibilité de souscrire leurs enfants à une assurance scolaire.

Facile d'accès, plus besoin de la paperasse, ni de se déplacer, ni de faire la queue, « MVola Assure » est « sans condition » : la souscription et les transactions se font uniquement à partir d'un téléphone mobile. Il suffit juste d'avoir un compte MVola certifié ainsi qu'une adresse mail liée au compte.

« Grâce à MVola Assure, vous couvrez vos enfants en cas de dommages subis (indemnité contractuelle) ou causés (responsabilité civile) durant toute l'année scolaire, grandes vacances comprises. Ils sont également couverts durant leurs activités périscolaires (sorties scolaires, colonies de vacances, stages en entreprise). L'assurance scolaire est à 10.000 ariary par enfant par année scolaire. Vous pouvez



souscrire tous vos enfants », a expliqué Haga Ratrimoarivony, chef de marché Assurance/Epargne chez MVola. MVola et Saham garantiront jusqu'à 200 millions d'ariary dans le cadre d'une responsabilité civile. Quant

aux indemnités contractuelles, elles peuvent aller jusqu'à 1 million d'ariary en cas d'invalidité permanente et 200.000 ariary pour les frais de traitement (remplacement de lunettes ou de prothèse dentaire).

## Riz local : Le prix du kilo dépasse les 3 000 Ar

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 4 FÉVRIER 2021

« Cette filière n'est plus maîtrisée par l'Etat. En outre, elle est politisée et dominée par un réseau de mafia qui privilégie les importations », selon les explications de Andry Vola Razafindralambo, membre du Conseil d'Administration de la PCP Riz.

Le prix du riz, de variétés locales, ne cesse de flamber malgré le fait que le « vary tsinjo » importé par l'Etat, à travers la société State Procurement of Madagascar, commence à inonder le marché de la Capitale. Dans certains marchés comme à Ambondrona et à Ivandry, le prix du kilo de cette denrée dépasse les 3 000 Ariary. En effet, le prix du « kapoaka », une boîte de lait concentré récupérée, s'affiche actuellement à 900 Ar au lieu de 800 Ar durant le mois de janvier. Si l'on se base à trois « kapoaka » et demie l'équivalent du poids d'un kilo, sa valeur correspond à 3 150 Ar.

**Consommer localement.** Les variétés locales comme le « vary gasy » ou le « vary zanatany », ou le « makalioka », ou bien le « Dista » ou bien le « Manalalondo » et le « Mangamila », le kilo s'acquiert à 3 000 Ar sur le marché. Dans les marchés comme à Ankadindramamy et à Itaosy, le prix du « kapoaka » de ce produit de première nécessité s'élève à 850 Ar, soit à 2 975 Ar le kilo. « Il faut savoir que plus de 80% des consommateurs malgaches ont une large préférence au « vary gasy », de par sa qualité et de son goût », a réitéré Andry Vola Razafindralambo, membre du Conseil d'administration de la PCP Riz (Plateforme de Concertation et de Pilotage de la filière Riz). Il est en même temps le président de MCI (Mouvement des Citoyens contre l'Inflation), une association défendant les droits des consommateurs. Rappelons qu'une large campagne de communication a été lancée par le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, dans le but de solliciter la population malgache



C'est le nouveau prix du riz de variété locale affiché par les commerçants détaillants sur le marché d'Ambondrona.

à consommer davantage des produits fabriqués localement. Ce qui permettra de soutenir les industries locales, et partant, de relancer l'économie nationale qui est encore fortement affaiblie par les impacts de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 depuis l'année dernière, tout en évitant notre dépendance aux importations.

**Importations de 456 000 tonnes.** De son côté, Andry Vola Razafindralambo, en tant que représentant de la PCP Riz, a réclamé à l'Etat, et ce, à plusieurs reprises, d'acheter la production rizicole des paysans au lieu de soutenir les producteurs des autres pays, en développant ces importations. Rappelons que le ministère en charge de l'Agriculture a prévu de constituer des stocks de sécurité issus de la production nationale l'année dernière, d'autant plus que la récolte a été bonne. « Au contraire, les importations ont été favorisées car le volume se chiffre actuellement à 456 000 tonnes. On ne raisonne plus ici sur la loi de l'offre et de la demande, selon les explications des Economistes. En outre, il n'y a pas de loi qui interdit les exploitants agricoles familiaux à faire

une rétention de leurs récoltes. Les collecteurs tirent également profit de la situation, en cachant leurs stocks de riz local car leur marge bénéficiaire atteint à 400 Ar par kilo, sans compter la spéculation. Force est d'ailleurs de reconnaître que cette variété de riz locale est encore très prisée par les consommateurs malgré la flambée de son prix face à l'envahissement des importations. Raison pour laquelle, nous craignons que le prix du riz local va encore augmenter prochainement », a-t-il enchaîné.

**Réseau de mafia.** En dépit de tout cela, il a réitéré que l'Etat doit consulter la plateforme de concertation et de pilotage de la filière riz, qui regroupe tous les acteurs opérant dans cette filière, allant des producteurs, des fournisseurs d'intrants, des collecteurs, des commerçants, des exportateurs, des importateurs et des consommateurs. En effet, « nous constatons que la filière riz est non seulement politisée mais c'est également dominée par un réseau de mafia. Pourquoi, on privilégie les importations de riz alors qu'on en produit localement ? », s'interroge-t-il. Il faut savoir que dans certains quartiers comme à Analamahitsy, des consommateurs font une longue queue pour acquérir leur part de 5kg par ménage à raison de 500 Ar le kapoaka. « Mais ce quota n'est pas suffisant pour nourrir une famille nombreuse en une semaine. On demande toujours un certificat de consommabilité de ce produit importé et de son origine, en tant que défenseur des droits des consommateurs », a évoqué Andry Vola Razafindralambo.

## Coût, assurance, fret : les carburants constituent 20% d'importations

ARH. | LES NOUVELLES | 4 FÉVRIER 2021

En termes de valeur CAF (Coût, assurance, fret), le montant des importations mises à la consommation de Madagascar pour l'année 2020 s'est arrêté à 6.184 milliards d'ariary. Le carburant (essence, gasoil, fuel oil) se trouve en haut de la liste avec une valeur de 1.246 milliard d'ariary, soit 20%. Ensuite, la catégorie des « machines et appareils » avec un taux de 13%, d'une valeur de 829 milliards d'ariary. Le riz, base de l'alimentation des Malagasy, se place en troisième position dont la valeur des importations mises à la consommation s'élevait à 680 milliards d'ariary, constituant les 11% de la valeur totale. Les catégories de « Constructions électriques », « huiles alimentaires » et « produits pharmaceutiques » ont une proportion quasi-égale ( 9%).

Pourtant, certains produits ne se démarquent pas dans cette répartition par rapport à leur valeur mise à la consommation



alors qu'ils sont considérés comme des produits sensibles. Parmi eux, le sucre, la farine, le ciment, la friperie et les véhicules.



# Tourisme – Les opérateurs touristiques dans le pétrin

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 4 FÉVRIER 2021

*Le secteur touche le fond. À bout de souffle, les opérateurs tentent de trouver une échappatoire.*

Presque en sanglots au bout du fil. Joint au téléphone, le directeur de l'Office régional du tourisme de la région Isalo Ihorombe a fait entendre la voix des acteurs du tourisme dans cette région qui continuent de subir de plein fouet les impacts de la crise sanitaire au même titre que le groupement des entreprises de Madagascar (GEM), et la fédération des hôteliers et restaurateurs de Madagascar (FHORM) qui ont publié conjointement un communiqué à ce propos par voie de presse hier.

« Nous sommes à terre, nous souhaitons vous faire part de la situation mondiale de notre secteur et la situation que vivent les personnes du secteur tourisme face à cette crise. Par ailleurs, Isalo Ihorombe a toujours eu pour vocation d'attirer une clientèle étrangère. Les nationaux préférant généralement le tourisme balnéaire de masse à l'instar des vacances dans le Boeny ou encore dans la région Atsinanana. Charge à nous de nous adapter à ce nouveau contexte. Un objectif dont la réalisation demeure encore dans le doute » déplore Manitra Ratolojanahary, directeur exécutif de l'office du tourisme Isalo Ihorombe.

## Reprise utopique

Une façon pour ce responsable de rejoindre le point de vue du FHORM qui



Les fortes affluences comme celle-ci sont encore loin d'être envisageables.

annonce que les impacts de la covid-19 restent dramatiques malgré les quelques mesures d'atténuation déjà prises par les autorités. De nombreux propriétaires d'établissement ont dû mettre la clé sous la porte tandis que d'autres s'efforcent de ramener leurs prix jusqu'à plus de 45% de réduction pour attirer la maigre couche de touristes encore disponibles.

Cette année, l'ensemble des opérateurs se mobilisent pour remonter la pente de façon à mitiger les impacts de la crise car selon leurs estimations, « la reprise sera plus que lente pour le secteur en 2021 et 2022 car le tourisme a perdu environ un peu plus de deux milliards d'ariary de revenus qui généraient des salaires, des investissements et des impôts ». Ce n'est donc que d'ici deux

ans que ces professionnelles envisagent de voir le bout du tunnel.

« À supposer que la situation revienne à la normale, il sera encore difficile de promouvoir un concept de tourisme local en bonne et due forme. Habituer le touriste malgache à recourir à un circuit classique de tour opérateur, hôtel et guide reste encore une utopie pour nous professionnels du secteur » ajoute un autre opérateur. L'intérêt commun de ces professionnels réside toujours dans l'objectif de maintenir au tant t que possible les emplois de tous leurs collaborateurs. Étant le troisième pourvoyeur de devises du pays après les mines et la pêche, le secteur touristique représente près de quatre cent mille emplois directs dans la grande île.

Ils proposent ainsi des mesures pour améliorer les conditions du secteur malgré les difficultés. Notamment en rapport aux prises en charge des charges sociales 2020, l'ouverture du tourisme international en juin 2021 avec test PCR au départ et à l'arrivée ou encore le subventionnement de l'Office nationale du tourisme afin que ce dernier puisse assurer, dans la mesure du possible, sa mission de promotion nationale et internationale.

## Achat et exportation d'or: la BFM cherche d'autres partenaires

ARH. | LES NOUVELLES | 4 FÉVRIER 2021

*Après avoir sélectionné 16 sociétés fournisseurs d'or, la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) cherche encore d'autres partenaires pour promouvoir l'exportation et la constitution de la réserve d'or nationale. L'institution a lancé un nouvel appel à manifestation d'intérêt.*

L'appel à manifestation d'intérêt a pour objet de « solliciter auprès des comptoirs commerciaux agréés de l'or et aux titulaires de permis de type Permis d'exploitation (PE) ou Permis réservés aux petits exploitants (PRE) à substance aurifère, conformément à la loi N°99-022 du 19 août 1999 portant code minier, modifiée par la loi N°2005-021 du 17 octobre 2005, la vente de tout ou partie de leur or collecté ou extrait ».

Pour constituer la réserve d'or, les produits à livrer à la BFM doivent respecter les spécifications suivantes : « or sous forme de lingots, épaisseur inférieure ou égale à 1 centimètre ; dimension ne devant pas dépasser Lxl = 134 mm x 63 mm, or d'une pureté supérieure ou égale à 950 millièmes ».

Il s'agit en premier lieu de constituer un canal d'approvisionnement régulier, formel et local, à partir duquel la BFM va progressivement constituer la réserve d'or. La finalité est de

promouvoir l'exportation formelle d'or à Madagascar pour que le secteur aurifère, au même titre que les filières vanille, girofle, cacao... contribue à augmenter les recettes, financer la balance des paiements et soutenir la valeur de l'ariary au niveau du Marché interbancaire de devises (Mid).

### 117 kg d'or achetés en un mois

Du 15 décembre 2020, début du processus d'achat d'or, au 15 janvier, la BFM en a acheté 177 kg auprès de ses fournisseurs, selon Fidiniavo Ravokatra, ministre des Mines et des ressources stratégiques (MMRS). Pour rappel, 16 opérateurs approvisionnent cette institution financière. De plus, ceux-ci ont obtenu une autorisation d'exportation de la part de l'Agence nationale de l'or (Anor) grâce à la convention de partenariat signé au mois d'octobre « afin de formaliser les engagements réciproques des parties ». Henri Rabarijohn, gouverneur de la BFM, a d'ores et déjà rappelé que la



BFM « n'entend pas détenir le monopole de l'achat des produits aurifères nationaux. Les autres opérateurs et exploitants peuvent toujours continuer à pratiquer leurs activités dans le cadre formel ». L'idée est aussi d'assainir le secteur en mettant un coup d'arrêt aux exportations illicites et en tentant de couper à la source l'approvisionnement des exportateurs illicites. Cela passera, entre autres, selon toujours la BFM, par la « mise en place d'une ligne de crédit spécifique auprès des banques commerciales de la place permettant aux opérateurs partenaires de s'affranchir des réseaux de financement informel soutenant les exportations illicites d'or ».

## JIRAMA - Les hausses corrigées à la facture de février

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 4 FÉVRIER 2021

Révision. C'est à partir d'une lettre envoyée aux abonnés que l'on apprend l'action réalisée par la compagnie nationale d'eau et d'électricité (JIRAMA) face à la hausse des factures du mois de janvier. En effet, malgré la déclaration du Président de la République exigeant la rectification des erreurs dans le tarif Optima, certains abonnés ont quand même remarqué une nette augmentation du montant à payer pour le mois de janvier. Une mesure a été annoncée par la suite. « Cher(e)s client(s), suite à l'application de la nouvelle grille tarifaire Optima, votre facture du mois de janvier 2021 a subi une hausse. Si vous avez déjà payé votre facture du mois de janvier 2021, le trop-perçu sera déduit de la facture de février. Sinon, une facture rectificative du mois de janvier vous sera parvenue au courant de février



2021 », note Thierry Ramangasoavina, directeur principal commercial. A noter que 8 % des clients sont concernés par les erreurs de calcul lors de l'application de la nouvelle grille tarifaire.

### Les clients déboussolés

Le silence radio de la société angoisse actuellement les consommateurs. Jusqu'à ce jour, aucune déclaration officielle n'a été faite alors que certaines factures sont exorbitantes, tandis que d'autres accusent du retard. «

Normalement, les factures arrivent vers le 14 du mois, mais elles ne sont pas encore venues jusqu'à ce jour. J'ignore ce que si trame au sein la JIRAMA à l'heure actuelle. Je m'inquiète surtout d'une éventuelle hausse dans le cas où la société comptabilise deux mois de consommation dans une seule facture. Je ne veux pas non plus que l'on coupe l'eau et l'électricité chez moi. Des bruits circulent selon lesquels le tarif Optima a été suspendu temporairement. Tout le monde parle d'un retour à l'ancien tarif », raconte Ellina, une mère de famille habitant à Isoraka. D'autres ont déjà reçu leur facture mais les agents de la JIRAMA ont suspendu la réception du paiement jusqu'à nouvel ordre. « Nous sommes arrivés ici pour régulariser notre compte mais on nous a demandé de patienter encore », témoigne un homme.

## Mesure de soutien aux salariés : certains revenus exonérés d'impôt

RIANA R. | LES NOUVELLES | 4 FÉVRIER 2021

Le communiqué du conseil des ministres d'hier réitère la baisse ou la suspension d'impôt sur les revenus salariaux et assimilés (Irsa) déjà annoncée dans la Loi de finances initiale (LFI). Il s'agit d'une « mesure de soutien aux salariés et entreprises qui subissent encore les conséquences de la crise sanitaire », a-t-on indiqué. Dans la LFI 2021, les revenus inférieurs ou égaux à 350.000 ariary sont exonérés de l'Irsa.

Ceci est de 5% pour la tranche de revenus de 350.001 à 400.000 ariary, 10% pour la tranche de revenus de 400.001 à 500.000 ariary, 15% pour la tranche de revenus de 500.001 à 600.000 ariary et 20% pour la tranche de revenus supérieure à 600.000 ariary. La nouvelle mesure entraînera un manque à gagner de 17 milliards d'ariary dans les recettes fiscales de l'Etat au titre de l'année 2021.

## Consommation – Hausse sensible du prix des PPN

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 4 FÉVRIER 2021

*Les mesures de contrôle sur les marchés sont maintenues même après les fêtes. Les procédures de recadrage des détaillants récalcitrants aussi.*

Balisage. C'est l'objectif que se fixent les autorités en charge pour tenter d'endiguer les hausses du prix du PPNs. Un phénomène palpable sur les marchés de la capitale depuis quelques semaines. La période de soudure a tendance à provoquer la hausse des prix au niveau des produits de première nécessité. Face à ce contexte, une descente de la direction de la protection des consommateurs a été effectuée hier dans le marché populaire d'Andavamamba pour assurer le suivi de la distribution du Vary Tsinjo.

« Il s'agit d'une situation normale comme chaque année en cette période », d'après un vendeur semi-gros dans ce marché. Par ailleurs, la hausse des prix des produits de première nécessité fait le lot quotidien des Malgaches. Un fait qui semble être normal tant c'est habituel pour les consommateurs qui doivent se soumettre au bon vouloir des détaillants et grossistes. Ces augmentations sont tout simplement injustifiées si l'on se réfère aux années antérieures. Si tant

est que les explications de la plupart des commerçants concernant le faible impact de la pandémie sur les prix sont justifiées. Pourtant la situation actuelle pourrait aussi être à l'origine de l'augmentation. Notamment avec la dépréciation de la monnaie nationale ou encore la situation sanitaire délicate qui perdure.

### Recadrage

D'un autre côté les contrôles, la sensibilisation et le recadrage des commerçants par les autorités sont toujours maintenus. « Avant de sanctionner, nous procédons à la vérification de toutes les pièces justificatives et autres facturations chez les détaillants et les grossistes. Si ces paperasses sont en règle et que malgré cela, les commerçants vendent le riz à un prix élevé car ils ne peuvent faire autrement, dans la mesure où ils ont acheté ce riz au prix fort chez leurs fournisseurs, nous priorisons les conseils avant toute chose et n'envisageons les sanctions que pour ceux qui récidivent »



Les opportunistes profitent des périodes de soudure pour augmenter leurs marges bénéficiaires.

explique Gilchrist Rakotoson, directeur du commerce intérieur.

Avant de rajouter que « ces descentes ont pour but d'assurer l'approvisionnement et la répartition du Vary Tsinjo dans les épiceries, le respect de la structure des prix, le respect des droits des consommateurs, ou encore le respect des lois et textes en vigueur ». Des irrégularités contraires à la protection des consommateurs ont été décelées et la direction a procédé à une consignation provisoire des épiceries en attente des résultats d'enquêtes.

# Rocade Nord-Est : Accélération du processus d'indemnisation des personnes impactées

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 4 FÉVRIER 2021

*Les travaux de construction de la Rocade Nord-Est avancent à grands pas. Actuellement, un peu moins de 90% des travaux sont réalisés. En somme, il ne reste plus que quelques semaines pour que cette rocade soit ouverte à la circulation.*

Au grand bonheur des usagers de la route de cette partie de la capitale qui disposeront donc, d'ici peu, d'une voie rapide pour rejoindre plus rapidement le centre-ville. Et si la nouvelle route sera ouverte d'ici peu, une partie des Personnes Affectées par le Projet (PAPs) ne sont pas encore au bout de leur peine.

**Séance d'information.** Il s'agit plus particulièrement de l'indemnisation relative aux terrains et rizières impactés par le projet, qui accuse un retard par rapport à l'exécution des travaux. En effet, jusqu'à maintenant, seulement 26% des parcelles impactées et dont les dossiers sont complets ont fait l'objet d'une indemnisation. Et c'est justement pour accélérer le processus d'indemnisation que les autorités concernées par le projet ont organisé le 21 janvier dernier au Workshop Idea Center Ankorondrano une séance d'information et de sensibilisation. Organisée en collaboration avec l'Agence d'Exécution des Travaux d'intérêt Public et d'Aménagement (AGETIPA), l'Agence Routière et le Service d'Expropriation, cette rencontre visait notamment à informer les personnes impactées et non encore indemnisées sur les démarches à suivre et la préparation des dossiers requis

pour le paiement des indemnités relatives aux terrains. S'inscrivant dans le cadre des actions engagées par le ministère de l'Aménagement du Territoire et des Travaux Publics, il visait notamment à accompagner les PAPs dans la finalisation de leurs dossiers pour leurs indemnités dans les meilleurs délais.

**Plus complexes.** Parmi les problèmes rencontrés figure le fait que la majorité des propriétaires de terrains n'ont pas encore achevé la régularisation de leur titre de propriété au préalable. Or, entre-temps, divers actes et événements comme des transactions, des décès, des morcellements ou des partages entre héritiers ont eu lieu. Rendant ainsi plus complexes les démarches de régularisation qui requièrent du coup beaucoup plus de pièces justificatives comme les procurations. "Les procédures d'indemnités sont régies par des textes juridiques auxquels les responsables respectifs sont tenus de se référer", s'est exprimé le responsable du projet au sein de l'Agetipa. Notons que six entités sont concernées dans le traitement des dossiers fonciers des PAPs en vue des paiements de leurs indemnités sur les terrains, à savoir : les Circonscriptions Domaniales d'Avaradrano et de Tana ville, le service



Les travaux de la Rocade nord-est seront bouclés d'ici peu.

de l'expropriation, la Direction des Etudes et des Travaux Topographiques, l'AGETIPA et le ministère de l'Aménagement du Territoire et des Travaux Publics. Une ONG sera de nouveau recrutée pour appuyer et accompagner les propriétaires de terrains affectés dans la préparation des pièces requises aux paiements de leurs indemnités. Le guichet unique à Alasora est ouvert pour appuyer et accompagner les propriétaires des terrains et rizières dans les démarches à suivre et la préparation des pièces requises aux paiements des indemnités. Par ailleurs, les dossiers reçus relatifs au projet Rocade ont fait l'objet de traitement prioritaire au niveau du service de l'Expropriation lequel est également ouvert aux PAPs qui viennent s'y renseigner.

## Commerce - Le « Vary Tsinjo » dispatché à Toamasina

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 4 FÉVRIER 2021

Mis sur le marché depuis vendredi dernier, le « Vary Tsinjo » est actuellement disponible auprès de 192 Fokontany d'Antananarivo. Ce produit est vendu à 1 500 ariary le kilo dans plus de 900 épicerie de la Capitale et les zones périphériques. D'après le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, le dispatching a commencé hier dans la ville de Toamasina. La mise sur le marché dans les autres Régions est en cours de préparation.

Des irrégularités constatées

La Direction de la protection des consommateurs, de son côté, effectue périodiquement des descentes. Tout comme lors du « Hetsika vidin'entana », leurs missions ont comme objectifs d'assurer l'approvisionnement et la répartition du « Vary Tsinjo » dans les épicerie, le respect de la structure des prix, des droits des consommateurs,



ainsi que des lois et textes en vigueur. Des irrégularités nuisant à la protection des consommateurs ont été décelées à Ambohimirary, Ambohimanarina et Andavamamba dans la journée d'hier. Les équipes sur terrain ont procédé

à une consignation provisoire des épicerie en attente des résultats d'enquête. Ces irrégularités concernent la non-règlementation des papiers, l'absence de la facture des produits et la hausse inexplicite des prix.

# Riziculture et hausse du coût de la vie : le riz, une nécessité d'avoir une politique claire

TIANA R ET EMRE SARI | LES NOUVELLES | 5 FÉVRIER 2021

*Un nouveau coup dur pour les millions de consommateurs malagasy. Le kilo du riz vient de passer le cap des 3 000 ariary... Soit 900 ariary le "kapoaka" pour certaines variétés comme le "manalalondo" qui est très convoité pour sa grande qualité... Ou encore le "makalioka" qui s'achète à partir de 2 800 ariary le kilo au marché d'Anosibe. Ironie de l'histoire, l'arrivée des riz importés récemment par la société d'Etat, State Procurement of Madagascar (SPM), n'a eu aucune répercussion sur le prix sur marché pour l'instant.*

Au mois de novembre de l'année dernière, au moment où on faisait face à une hausse progressive de prix des PPN, la ministre en charge de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, Lantosoa Rakotomalala a expliqué aux Les Nouvelles "qu'il n'y avait plus de tendance à la hausse pour les PPN, quoiqu'à un moment donné, l'approvisionnement s'est un peu éparpillé car on a dû secourir la partie Sud du pays. Il y a également eu la distribution des Vatsy Tsinjo. Mais maintenant, c'est rétabli et on vient de faire le point à Toamasina" [Voir Les Nouvelles 20/11/20]. Deux mois plus tard, cette hausse qui devait être provisoire ne l'est pas finalement pas au détriment des consommateurs.

Vraisemblablement, les responsables ont du mal à contrôler la chaîne de distribution de riz à Madagascar... "Il est aussi tout à fait possible qu'il y ait des rétentions de stock. La solution, c'est l'amélioration de la production rizicole à Madagascar tous les ans. Au temps de la première République on exportait du riz et actuellement on est obligé de l'importer", regrette Thiery Rajaona, président du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM).

Ce responsable pointe du doigt l'inexistence des politiques globales pour gérer cette filière à Madagascar. Il déclare : "Il y avait une certaine période où la production de riz à Madagascar se portait bien. A cette époque, le pays arrivait à produire 5 millions de tonnes par an. Précisément de 2003 à 2010, il y a eu une politique claire pour développer la production locale grâce au développement de nouvelles semences, et il y a eu également un appui financier de tout part avec un taux d'intérêt moindre et des programmes soutenus par les partenaires techniques et financiers. C'est cette politique globale



qu'il faut mais hélas, elle est inexistante au moment où l'on parle. Alors que c'est quelque chose de faisable". Le président du GEM préconise une solution durable et pérenne. "Cela fait tellement longtemps qu'on en parle. On devrait investir plus dans la réhabilitation des infrastructures routières. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que plusieurs localités comme Bealalana ou Ikalamavony arrivent à produire du riz en grande quantité mais les agriculteurs n'arrivent pas à acheminer et à vendre leur récolte comme il se doit. Les peu de collecteurs qui arrivent à venir à eux leur achètent le riz à bas prix"

Thierry Rajaona veut regarder ailleurs pour suivre le même chemin. "Le Sénégal est un exemple type. Géographiquement parlant, c'est un pays qui se situe en milieu du désert mais a réussi à accroître son taux d'insuffisance alimentaire de 40 % en trois ans. On ne doit plus privilégier les

intérêts particuliers, ces personnes qui arrivent à tirer profit des mauvais états des infrastructures routières", conclut-il.

A propos de l'importation étatique de riz, Andrianavalomanana Razafiarison, président du Fivmpama, le groupement du patronat malgache, estime que : "C'est une importation qui tombe à pic et c'est utile. Il ne faut pas oublier que les récoltes ont pris du retard à cause du manque d'eau et des autres aléas climatiques et ces riz importés vont combler le gap sur le marché." En revanche, l'une des raisons d'être de l'importation de ces riz est que les responsables veulent essayer de faire baisser le prix du riz sur le marché. "L'importation de ces riz ne veut pas forcément dire que les prix au marché vont baisser ! 90 % des malagasy consomment la production locale et seuls 10 % achètent les riz importés", selon le président du Fivmpama.

## La SPM à la manoeuvre

C'est la société d'Etat, la State Procurement of Madagascar, qui a le monopole des importations étatiques de riz. C'est cette entreprise qui achète sur le marché international, et vend aux grossistes. Son directeur général n'est autre que Solo Andriamanampisoa, qui est aussi président du conseil d'administration de la Jirama. Pourquoi un tel poste ? La SPM est aussi chargée de l'importation de carburant, ce qui pourrait expliquer cette double casquette. Enfin, le ministère en charge de l'industrie, du commerce et de l'artisanat est censé contrôler la chaîne logistique et l'application des prix décidés par le Président Rajoelina et le conseil des ministres.

## Hausse des prix du riz : Quatre points de vente scellés

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 5 FÉVRIER 2021

*C'est une stratégie qui consiste à assurer l'amélioration génétique du cheptel de vaches laitières à Madagascar.*

La filière lait a été perturbée ces derniers temps en raison de suspension d'activité du groupe Tiko par l'Etat alors que celui-ci dispose d'une grande capacité d'absorption laitière dans la région Vakinankaratra. De nombreux éleveurs ont été ainsi victimes et étaient, par la suite, obligés de se reconverter en d'autres activités en mettant en vente leurs vaches laitières. Cette filière commence maintenant à se redresser, avec l'appui du projet CASEF (Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière). Celui-ci prévoit, entre autres, de mettre en place des stations de monte naturelle avec des taureaux améliorés dans cette région à forte potentialité en or blanc, dans le but d'assurer l'amélioration génétique du cheptel de vaches laitières.

**Laboratoire mobile.** Il s'agit d'une première structure d'insémination artificielle qui a été déjà installée à Antsirabe. Le projet y a également créé pour la première fois une unité de conservation de semence à base d'azote liquide. Une autre unité sera mise en place dans la région de Taolagnaro dans le but de promouvoir l'exportation



L'élevage de vache laitière est une filière prometteuse.

de bovidés, a-t-on appris. Outre cette amélioration génétique du cheptel de vaches laitières visant à augmenter la production laitière, le projet CASEF mise aussi sur l'amélioration de la qualité de cet or blanc, qui reconnaît-on le, est un produit facilement périssable. Ainsi, un laboratoire mobile de contrôle qualité du lait, a été mis en place dans la région de Vakinankaratra. Ce laboratoire comprend, notamment, trois lactoscan, trois réfractomètres optiques portables, de ph mètre portatif et trois thermo lactodensimètres de Quevenn. De plus, la région bénéficiaire a été dotée de trois ordinateurs portables, de trois convertisseurs de tension et de trois motos, pour le bon fonctionnement de

ce laboratoire.

**Traçabilité de l'or blanc.** Par ailleurs, des éleveurs de vaches laitières de cette région ont en même temps bénéficié de formations techniques en matière de conduite d'élevage et d'alimentation animale. En effet, cela constitue des éléments clés permettant de développer cette chaîne de valeur commerciale. Et concernant la transformation laitière, le projet CASEF mène actuellement des travaux visant à mettre aux normes des centres de collecte de lait existants tout en renforçant en équipement des collecteurs relais et des éleveurs eux-mêmes. Ce qui contribue à assurer la traçabilité de l'or blanc depuis les éleveurs producteurs jusqu'aux unités de transformation. Il faut savoir que plus de 6 millions de litres de lait ont pu être commercialisés grâce à la mise en connectivité entre les organisations de producteurs et les sociétés preneuses. Ces premières constituent ainsi un bassin d'approvisionnement pour les entreprises de transformation. La dynamisation de l'interprofession régionale de la filière lait est également en vue, a-t-on conclu.

## Banque – Des agences en format « conteneur » déployées

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 5 FÉVRIER 2021

« Akaiiky Banky » c'est l'appellation qui désigne le nouveau format d'agence « light » déployée par la Société Générale depuis quelques temps. L'idée étant de poursuivre la politique de proximité que l'établissement a établi dans sa stratégie de satisfaction client. Deux nouveaux « Akaiiky Banky » ont ainsi été déployés depuis le mois dernier, une à Ambatolampy sur la sortie Sud de la capitale et une à Anosiala Ambohidratrimo. L'idée étant de faciliter l'accès aux services financiers pour les populations en zone reculée. « L'objet de cette initiative est de soutenir nos clients dans leurs projets, de prendre en compte les besoins importants de la population, notamment

celle en zone éloignée, de soutenir l'économie locale au travers d'un dispositif innovant » explique Tina Dreyer, directeur de la clientèle des particuliers et des professionnels de la Société Générale Madagascar.

Elle s'additionne aux différents dispositifs de transformation mis en place par la banque pour favoriser l'accès aux services financiers de ses clients et futurs clients. Parmi ceux-ci, l'ouverture d'une Agence Prêt Immobilier, dédiée à l'accompagnement des projets immobiliers, la Maison de la PME, l'extension des horaires d'ouverture des agences.

## Projet Tanà-Masoandro : une voie rapide entre Andohatapanaka et Imerintsiosika

ARH | LES NOUVELLES | 5 FÉVRIER 2021

Une voie rapide partant du stade Maki à Andohatapanaka reliera Antananarivo à la nouvelle ville Tanà-Masoandro qui profile à l'horizon à Tsimahabeomby Imerintsiosika. Le projet « Voie rapide Ouest-Tana (VROT) », est prévu durer deux ans. Le conseil des ministres de mercredi a adopté l'appel à manifestation d'intérêt y afférent.

Selon le compte-rendu du conseil des ministres, le système de financement prévu est l'« Engineering, procurement, construction and financing (EPC+Fin) ». L'entrepreneur devrait prendre

en charge toutes les activités, financement des travaux y compris. Il assurera les différentes étapes des travaux, de la conception à la mise en service, en passant par l'ingénierie, l'approvisionnement et la construction. L'Etat, propriétaire, réceptionne l'infrastructure clés en main.

« Le financement traditionnel n'a permis de construire en cinq ans que 500 km de route », indique le communiqué du conseil publié mercredi pour justifier le choix du mécanisme tout en ajoutant qu'avec ces nouveaux systèmes de



financement, « il sera possible de construire jusqu'à 2.000 km de routes bitumées ».

## Filière lait : Mise en place des stations de monte naturelle

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 5 FÉVRIER 2021

Suite à la hausse incessante du prix du riz sur le marché local, des commissaires et contrôleurs du commerce ont effectué des descentes sur les lieux en collaboration avec les éléments des forces de l'ordre issus de la sécurité publique et de la gendarmerie nationale. Les marchés d'Ambohimirary, d'Ambohimananina, d'Andavamamba, de By Pass, d'Ankaraobato, d'Ankadindratombo, d'Andoharanofotsy, d'Ambondrona et d'Andravoahangy, ont ainsi fait l'objet de contrôle depuis ces deux derniers jours. Ainsi, quatre points de vente des commerçants dont trois sises à Andravoahangy et un autre au By-Pass, ont été scellés hier pour consignation provisoire, en attendant les résultats de l'enquête, a-t-on communiqué auprès



Ce point de vente a été scellé pour consignation provisoire en attendant le résultat d'enquête.

du ministère en charge du Commerce.

**Sanctions.** En effet, il a été évoqué que des infractions contraires à la protection des consommateurs ont été commises par ces commerçants. On peut citer, entre autres, des documents injustifiés des activités non réglementaires voire inexistantes, l'incapacité de justifier les prix élevés du prix du riz et le défaut

de facture. Pour le cas du commerçant au marché de By-Pass, il a refusé d'obtempérer entraînant le blocage de procédures, sans parler des menaces et outrages aux agents de l'Etat. Les autres commerçants comme au marché d'Ambondrona, ont évoqué que la hausse des prix du riz provient des grossistes. Ainsi, le ministère de tutelle a pris des mesures telles que la verbalisation des commerçants et la consignation provisoire du point de vente avec PV de scellage pour les cas des commerçants à Andravoahangy et au By-Pass. Les commerçants concernés sont ensuite convoqués auprès du département du commerce. Des sanctions seront appliquées suivant les résultats de ces enquêtes, a-t-on conclu.

## Protection d'« Atiala Atsinanana » - Un revenu carbone à hauteur de 50 millions de dollars au profit de l'Etat

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 5 FÉVRIER 2021

Une rémunération de la protection de l'environnement. Baomiavotse Vahinala Raharinirina, ministre de l'Environnement et du Développement Durable, Richard Randriamandrato ministre de l'Economie et des Finances ainsi que Marie-Chantal Uwanyiligira, représentante permanente de la Banque mondiale à Madagascar ont signé, hier, l'accord de paiement pour la réduction d'émission à « Atiala Atsinanana ». La cérémonie s'est tenue au Carlton Anosy. Dans le cadre de cette convention, le Gouvernement s'engage à une réduction des émissions de dioxyde de carbone de 10 millions de tonnes sur le site. En contrepartie, le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FPCF), un groupe géré par la Banque mondiale, achètera les carbones. L'atteinte du contrat générera un revenu à hauteur de 50 millions de dollars sur cinq ans. Il s'agit du premier programme impliquant totalement l'Etat. « Nous avons simplement mené des projets pilotes au cours des dernières années. Ce sont plutôt les organisations non gouvernementales qui ont vendu les carbones aux pays industrialisés. Mais

cette fois-ci, le Gouvernement entre en action à travers un programme juridictionnel. Le revenu sera versé directement dans le compte du Trésor public à condition que le contrat de la protection de l'environnement soit atteint. Un financement important et pérenne, permettant d'assurer la gestion durable des ressources forestières et le développement économique du pays» explique Ravelomanana Lovakanto, directeur du Bureau national des changements climatiques et de la REDD+ (BNCCREDD+), contactée au téléphone.

**6 235 200 ha.** D'après le ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), la zone « Atiala Atsinanana » est une vaste région qui compte 40 bassins versants primaires et s'étend sur un territoire totalisant près de 6 235 200 ha. Elle représente ainsi près de 30% de la couverture forestière nationale et joue un rôle fondamental dans l'économie et le développement, notamment en termes de services environnementaux apportés aux populations rurales qui dépendent d'elles. Le site a un



potentiel élevé de reboisement et de restauration des paysages forestiers, ce qui devrait considérablement favoriser le renforcement des stocks de carbone, ainsi que l'amélioration des services écosystémiques. Cela passe par l'amélioration de la gestion des zones forestières, l'optimisation des systèmes de production et infrastructures agricoles et d'élevage, la promotion d'énergie respectueuse des ressources forestières ainsi que la promotion du reboisement et la restauration des surfaces forestières dégradées. A noter qu'une partie du revenu sera versée à la communauté locale. 10% de la population malagasy répartie dans 177 Communes en sont les bénéficiaires. Le BNCCREDD+ coordonnera le programme et ses initiatives.

## Soalala : 10 000 plants mis en terre

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 5 FÉVRIER 2021

L'Alliance Voahary Gasy, une plateforme des organisations de société civile œuvrant pour la protection de l'environnement, contribue à la restauration des mangroves dans la commune rurale de Soalala, plus précisément dans les fokontany de Baly et Ankerana. Elle y a ainsi reboisé plus de 10.000 jeunes plants de mangrove en collaboration avec des associations de femmes et de jeunes sur place. En effet, ces dernières

dépendent des ressources naturelles pour leur survie alors que la perte des forêts de mangroves s'accroît compte tenu de la dégradation de l'environnement. Il est à noter que cette action de reboisement a été réalisée avec l'appui du projet PISCCA (Projets Innovants des Sociétés Civiles et Coalitions d'Acteurs), financé par l'ambassade de France à Madagascar.